

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT/EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

ROYAUME DE BELGIQUE



KONINKRIJK BELGIË

61284 / VR

PROJET DE LOI PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE PARTENARIAT SUR LES RELATIONS ET LA COOPÉRATION ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET SES ÉTATS MEMBRES, D'UNE PART, ET LA NOUVELLE-ZÉLANDE, D'AUTRE PART, FAIT À BRUXELLES LE 5 OCTOBRE 2016.

ONTWERP VAN WET HOUDENDE INSTEMMING MET DE PARTNERSCHAPSOVEREENKOMST OP HET GEBIED VAN BETREKKINGEN EN SAMENWERKING TUSSEN DE EUROPESE UNIE EN HAAR LIDSTATEN, ENERZIJS, EN NIEUW-ZEELAND, ANDERZIJS, GEDAAN TE BRUSSEL OP 5 OKTOBER 2016.

PHILIPPE,

FILIP,

ROI DES BELGES,

KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, Salut.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Sur la proposition du Ministre des Affaires étrangères et européennes,

Op de voordracht van de Minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes est chargé de présenter, en Notre nom, à la Chambre des Représentants le projet de loi dont la teneur suit:

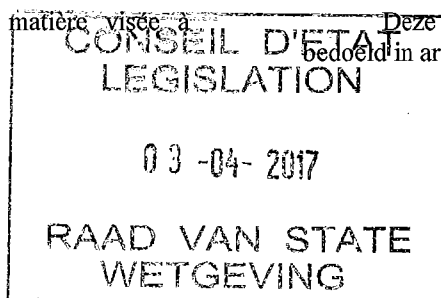
De Minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken is ermee belast, in Onze naam, bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers het ontwerp van wet in te dienen waarvan de tekst hierna volgt:

ARTICLE 1^{er}

ARTIKEL 1

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.



EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT/EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

ART. 2

L'Accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part, fait à Bruxelles le 5 octobre 2016, sortira son plein et entier effet.

Donné à

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires étrangères
et européennes,

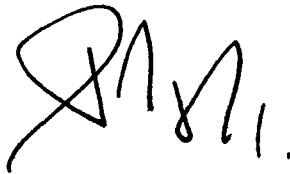
ART. 2

De Partnerschapsovereenkomst op het gebied van betrekkingen en samenwerking tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en Nieuw-Zeeland, anderzijds, gedaan te Brussel op 5 oktober 2016, zal volkomen gevolg hebben.

Gegeven te

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Buitenlandse Zaken
en Europese Zaken,



Didier REYNDERS

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

PROJET DE LOI

PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE PARTENARIAT SUR LES RELATIONS ET LA COOPERATION ENTRE L'UNION EUROPEENNE ET SES ETATS MEMBRES, D'UNE PART, ET LA NOUVELLE-ZELANDE, D'AUTRE PART, FAIT A BRUXELLES LE 5 OCTOBRE 2016.

Exposé des motifs

Projet de loi portant ratification de l'Accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part, conclu à Bruxelles le 05.10.2016.

1. Introduction

La présente proposition de loi concerne la ratification de l'Accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part.

Cet accord fournit une base juridique étendue et moderne aux relations entre l'UE et la Nouvelle-Zélande. Il permet de favoriser des contacts bilatéraux plus efficaces entre l'UE et ses États membres et la Nouvelle-Zélande en intensifiant le dialogue politique et la coopération dans les domaines économique et commercial, ainsi que dans un grand nombre d'autres domaines.

Cet accord constitue une extension de la Déclaration commune sur les relations et la coopération du 21.09.2007 et remplace celle-ci. L'accord forme un cadre général cohérent et juridiquement contraignant pour les relations de l'UE avec la Nouvelle-Zélande.

2. Évolution et genèse de l'accord

Le 02.04.2012, la Commission a présenté une recommandation au Conseil pour autoriser la Commission à ouvrir des négociations sur un accord-cadre entre l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande. Lors de sa séance du 25.06.2012, le Conseil (Affaires étrangères) a approuvé l'ouverture de négociations et a adopté des directives de négociation à cet effet. Un 1^{er} cycle de négociation a eu lieu à Wellington les 23 et 24.07.2012. Ce cycle a été suivi d'un 2^{ème} (Bruxelles, 05-06.12.2012), et d'un 3^{ème} (Wellington, 19-20.03.2013).

Au cours du 4^{ème} cycle, qui s'est tenu du 05 au 07.06.2013 à Bruxelles, un accord a été atteint sur l'ensemble du texte à l'exception des règles institutionnelles. En marge du « Sommet nucléaire » (La Haye, 25.03.2014), une rencontre a eu lieu entre le président du Conseil européen VAN ROMPUY, le président de la Commission BARROSO et le premier ministre néo-zélandais KEY, au cours de laquelle l'importance d'une clôture rapide des pourparlers a été soulignée.

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

Au cours du 5^{ème} cycle de négociation, qui s'est tenu à Bruxelles, un accord définitif a été atteint le 30.07.2014 entre les négociateurs.

Le texte a été paraphé le 27.01.2015.

3. Contenu de l'accord

Le but de cet accord est *« de mettre en place un partenariat renforcé entre les parties et d'approfondir et de renforcer la coopération sur les questions d'intérêt mutuel, qui reflètent des valeurs partagées et des principes communs, y compris par l'intensification du dialogue de haut niveau »*.

L'accord repose sur trois piliers, à savoir :

- ⇒ la coopération sur la politique étrangère et les questions de sécurité d'intérêt commun, y compris les armes de destruction massive, les armes légères et de petit calibre, la lutte contre le terrorisme, la promotion de la paix internationale ainsi que la sécurité et la coopération dans les enceintes multilatérales ;
- ⇒ la coopération dans les matières commerciales et économiques, y compris la facilitation des flux commerciaux et d'investissements, ainsi que sur les questions économiques et commerciales sectorielles, telles que les questions sanitaires et phytosanitaires, l'élimination des obstacles techniques au commerce et la propriété intellectuelle ;
- ⇒ la coopération sectorielle, dans les domaines de la recherche et l'innovation, l'éducation et la culture, la migration, la lutte contre le terrorisme, la lutte contre le crime organisé et la cybercriminalité, ainsi que la coopération judiciaire.

L'accord comprend les clauses politiques standard de l'UE sur les droits de l'homme, la Cour pénale internationale, les armes de destruction massive, les armes légères et de petit calibre ainsi que sur la lutte contre le terrorisme. Il couvre également la coopération aux niveaux économique et commercial, y compris le dialogue sur des sujets liés à l'économie, au commerce et aux investissements, au commerce des produits agricoles et à d'autres questions sectorielles. En outre, l'accord porte sur la coopération dans un large éventail de domaines politiques tels que la santé, l'environnement, le changement climatique, l'énergie, l'éducation, la culture, l'emploi, la gestion des catastrophes, la pêche et les affaires maritimes, le transport, la coopération judiciaire, la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, le crime organisé et la corruption.

Cet accord, similaire à d'autres accords conclus par l'UE avec des pays partenaires, contient des clauses politiques contraignantes fondées sur les valeurs partagées par les deux parties. L'UE et la Nouvelle-Zélande déclarent donc leur engagement dans des domaines tels que les droits de l'homme, la non-prolifération et la lutte contre le terrorisme. Ces clauses sont tout à fait conformes aux clauses standard d'accords similaires. Le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques, le droit international et les principes de

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

la Charte des Nations Unies constituent la base de la coopération dans le cadre de l'accord.

L'accord contribuera grandement à l'amélioration du partenariat entre l'UE et la Nouvelle-Zélande, qui repose sur des valeurs et des principes communs tels que le respect des principes démocratiques, des droits de l'homme et des libertés fondamentales, l'État de droit, la paix et la sécurité internationales.

Conformément à l'approche commune de l'UE sur l'utilisation des clauses politiques, l'accord peut être suspendu ou dénoncé en cas de violation particulièrement grave et substantielle des éléments essentiels de l'accord, et d'autres mesures appropriées ayant des répercussions sur des accords futurs peuvent être prises en conformité avec les droits et obligations des parties à ces accords.

L'accord institue un comité mixte chargé du suivi de l'évolution des relations bilatérales entre les parties. Une disposition prévoit la possibilité de suspendre l'application de l'accord en cas de violation des éléments essentiels.

4. Commentaires article par article

Préambule

Le préambule énonce les intentions et fondements qui forment le contexte de l'accord-cadre.

Titre I (Art. 1 – 4)

Le Titre I contient les dispositions générales de l'accord. Par cet accord, les deux parties souhaitent parvenir à un partenariat renforcé et à une coopération plus étroite et intensive sur les questions d'intérêt commun. La base de la coopération est l'attachement aux principes démocratiques, aux droits de l'homme, aux libertés fondamentales, à l'État de droit et à la bonne gouvernance. Comme il est de coutume dans ce type d'accords-cadres, le respect des principes démocratiques, des droits de l'homme et des libertés fondamentales constitue un élément essentiel de l'accord. Les deux parties réaffirment leur engagement envers le développement durable et la croissance dans tous les domaines. Sur le plan méthodologique, les parties conviennent de renforcer leur dialogue régulier et de coopérer dans les organisations régionales et internationales.

Titre II (Art. 5 – 11)

Le Titre II contient les dispositions relatives au dialogue politique et à la coopération sur la politique étrangère et les questions de sécurité. Les parties conviennent de renforcer le dialogue politique régulier, en particulier en vue de débattre des questions d'intérêt commun et de renforcer leur approche commune des questions internationales (art. 5). L'article 6 prévoit un engagement spécifique envers les principes démocratiques, les droits de l'homme et l'État de droit. Dans le cadre de la promotion de la paix et de la sécurité internationales, les parties affirment leur engagement à collaborer. On rappelle que l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande ont signé un accord spécifique le 18.04.2012

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

établissant un cadre pour la participation de la Nouvelle-Zélande à des opérations de gestion de crise de l'Union européenne¹. L'article 8 contient les clauses habituelles en matière de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et stipule expressément que cette disposition constitue un élément essentiel de l'accord. Les parties coopéreront et contribueront à la lutte contre les armes de destruction massive. De même, les parties coopéreront dans le cadre de la lutte contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre et de leurs munitions (art. 9).

Dans l'article 10, les parties conviennent de coopérer afin de promouvoir les objectifs du Statut de Rome de la Cour pénale internationale. La coopération contre le terrorisme est régie dans l'article 11.

Titre III (Art. 12 – 13)

Ce chapitre traite de la coopération entre les parties au niveau du développement mondial et de l'aide humanitaire. Un dialogue politique régulier est prévu et, le cas échéant, l'alignement des positions.

Titre IV (Art. 14 – 28)

La coopération aux niveaux économique et commercial est régie par le Titre IV de l'accord. Ce chapitre prévoit un dialogue sur la politique économique, le commerce et les investissements (art. 14). Les deux parties conviennent d'intensifier leur coopération en matière sanitaire et phytosanitaire (art. 15). L'article 16 contient une disposition spécifique sur le bien-être animal. Les deux parties sont d'avis qu'une plus grande compatibilité des normes, des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité est essentielle pour faciliter le commerce des marchandises (art. 17). La coopération doit également être mise en œuvre dans les domaines de la politique de la concurrence (art. 18), des marchés publics (art. 19), des matières premières (art. 20), de la propriété intellectuelle (art. 21), des douanes (art. 22), ainsi que dans les domaines fiscal (art. 23), de la transparence (art. 24) et du tourisme (art. 28).

L'article 25 traite de la relation entre commerce et développement durable². Les deux parties reconnaissent qu'elles peuvent contribuer à l'objectif du développement durable en veillant à ce que leurs politiques en matière de commerce, d'environnement et d'emploi s'inscrivent dans un cadre mutuellement bénéfique. Chaque partie a le droit de déterminer son propre niveau interne de protection du travail et de l'environnement. Les deux parties encouragent le dialogue avec la société civile (art. 26) ainsi que la coopération entre les entreprises (art. 27). L'article 28 prévoit une coopération dans le domaine du tourisme.

Titre V (Art. 29 – 37)

Le Titre V décrit la coopération en matière de justice, de liberté et de sécurité. Les parties reconnaissent l'importance de la coopération judiciaire (art. 29) et des services répressifs (art. 30). La lutte contre la criminalité organisée et la

¹ Cet accord est entré en vigueur le 01.05.2012

² Le développement durable fait aussi l'objet d'un Titre spécifique de l'accord.

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

corruption (art. 31), la lutte contre les drogues (art. 32), la lutte contre la cybercriminalité (art. 33) et la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (art. 34) sont spécifiquement mentionnées. Les deux parties réaffirment leur engagement à coopérer et à procéder à des échanges de vues dans le domaine de la migration et une clause prévoit que les parties étudieront la possibilité de conclure un accord de réadmission (art. 35). L'article 36 règle la protection consulaire. L'article 37 contient les dispositions en matière de protection des données à caractère personnel.

Le Titre VI (Art. 38 – 39) et le Titre VII (Art. 40 – 42) règlent respectivement la coopération dans le domaine de la recherche, de l'innovation et de la société de l'information, et la coopération dans le domaine de l'éducation, de la culture et des liens interpersonnels.

Titre VIII (Art. 43 – 51)

La coopération dans le domaine du développement durable, de l'énergie et des transports est traitée séparément dans un Titre spécifique de l'accord. Les parties conviennent de coopérer sur les questions environnementales, y compris la gestion durable des ressources naturelles (art. 43). Il est également convenu d'intensifier la coopération dans le domaine de la protection, l'amélioration et la réglementation de la santé publique (art. 44). Une attention spécifique est accordée au changement climatique à l'article 45. D'autres domaines de concertation concernent la gestion des risques de catastrophes et la protection civile (art. 46), l'énergie (art. 47), les transports (art. 48), l'agriculture, le développement rural et la sylviculture (art. 49), et la pêche et les affaires maritimes (art. 50). Le plein-emploi productif et la promotion du travail décent sont des éléments essentiels du développement durable (art. 51).

Titre IX (Art. 52 – 54)

L'article 52 prévoit la possibilité de compléter cet accord par la conclusion d'accords spécifiques dans tous les domaines de coopération relevant de son champ d'application. L'article 53 institue un comité mixte qui veille à la mise en œuvre effective de l'accord. L'article 54 contient les modalités de mise en œuvre et de règlement des différends. Les paragraphes 3 et 7 de l'article 54 traitent spécifiquement des cas de violation particulièrement grave et substantielle des éléments essentiels de l'accord, susceptibles d'entraîner la suspension ou la dénonciation de l'accord.

Titre X (Art. 55 – 60)

Le Titre X contient les dispositions finales habituelles pour ce type d'accord, notamment en ce qui concerne la « définition des parties », la divulgation d'informations et l'entrée en vigueur. L'accord est conclu pour une durée illimitée.

5. Application provisoire de l'accord

Conformément à l'article 58 de l'accord, un certain nombre de dispositions seront appliquées provisoirement, dans la mesure où les domaines concernés relèvent

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

de la compétence de l'Union. Cela concerne spécifiquement les articles 3, 4, 5, 53 (à l'exception du paragraphe 3, points g) et h)) et le Titre X à l'exception de l'article 57 et de l'article 58, paragraphes 1 et 3.

6. Considérations belges

Les négociations se sont basées sur un projet d'accord élaboré par la Commission européenne et le Service européen pour l'Action extérieure qui contenait tous les éléments clés de ce type d'accord.

Durant les négociations, la **Belgique** a tout spécialement veillé à ce que les dispositions jugées essentielles pour l'UE soient garanties et a particulièrement mis l'accent, comme dans le cadre de la négociation d'accords similaires, sur les aspects suivants :

- les clauses politiques relatives à la non-prolifération des armes de destruction massive, la lutte contre l'impunité, la coopération avec la Cour pénale internationale, la coopération dans la lutte contre le terrorisme et la coopération dans le domaine des droits de l'homme ;
- la coopération en matière de migration, y compris en ce qui concerne le volet réadmission ;
- l'importance d'un Titre spécifique en relation avec le développement durable dans ses trois dimensions (économique, sociale et environnementale).

Contrairement à l'approche néo-zélandaise en matière de clauses essentielles, la Belgique a soutenu que ces éléments devaient être repris dans l'accord. Ce faisant, la Belgique souhaitait adopter une approche horizontale claire et veiller à ne pas créer de précédent en n'y faisant pas figurer ces éléments. Il importait en effet que les clauses figurant dans les accords précédents (par exemple dans l'accord-cadre UE-Corée du Sud) soient également retenues dans le cas de la Nouvelle-Zélande. Ce choix revêtait également de l'importance pour d'autres négociations qui étaient en cours à l'époque (Canada, Australie) ou le sont toujours (Japon). La Nouvelle-Zélande devait finalement accepter l'insertion.

Au niveau intérieur belge, le projet d'accord a fait l'objet de la consultation usuelle de toutes les parties prenantes par la direction générale Coopération et Affaires européennes, soit dans le cadre d'une réunion formelle (16.04.2012), soit via une procédure écrite (15.01.2013 et 06.05.2013).

7. Nature de l'accord au niveau interne belge

Sur le plan interne belge, les dispositions de cet accord relèvent de la compétence fédérale mais aussi, pour certains domaines, de la compétence des Communautés et des Régions, comme convenu lors de la réunion du groupe de travail « Traités mixtes » du 26.03.2015.

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

Sous la signature du ministre des Affaires étrangères de Belgique figure dès lors, avec l'accord des Communautés et des Régions, une formule indiquant que ladite signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Ministre des Affaires étrangères
et européennes,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'DR', with a stylized flourish at the end.

Didier REYNDEERS

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

ONTWERP VAN WET

HOUDENDE INSTEMMING MET DE PARTNERSCHAPSOVEREENKOMST OP HET GEBIED VAN BETREKKINGEN EN SAMENWERKING TUSSEN DE EUROPESE UNIE EN HAAR LIDSTATEN, ENERZIJD, EN NIEUW-ZEELAND, ANDERZIJD, GEDAAN TE BRUSSEL OP 5 OKTOBER 2016.

Memorie van Toelichting

Wetsontwerp ter bekrachtiging van de Partnerschapsovereenkomst op het gebied van Betrekkingen en Samenwerking tussen de Europese Unie en haar Lidstaten, enerzijds, en Nieuw-Zeeland, anderzijds, gedaan te Brussel op 05.10.2016.

1. Inleiding.

Het onderhavige wetsvoorstel betreft de bekrachtiging van de Partnerschapsovereenkomst op het gebied van Betrekkingen en Samenwerking tussen de Europese Unie en haar Lidstaten, enerzijds, en Nieuw-Zeeland, anderzijds.

Deze overeenkomst voorziet in een brede en moderne juridische grondslag voor de betrekkingen tussen de EU en Nieuw-Zeeland. Daardoor worden doeltreffendere bilaterale contacten tussen de EU en haar lidstaten met Nieuw-Zeeland bevorderd, door een intensivering van de politieke dialoog en een betere samenwerking op economisch en handelsgebied en op een groot aantal andere terreinen.

Deze overeenkomst vormt een uitbreiding van de gemeenschappelijke verklaring betreffende de onderlinge betrekkingen en samenwerking van 21.09.2007 en vervangt deze verklaring. De overeenkomst vormt een coherent, wettelijk bindend algemeen kader voor de betrekkingen van de EU met Nieuw-Zeeland.

2. Evolutie en ontstaan van de overeenkomst.

Op 02.04.2012 legde de Commissie een "Aanbeveling aan de Raad" voor "om de Commissie te machtigen onderhandelingen te openen over een kaderovereenkomst tussen de Europese Unie en Nieuw-Zeeland". Tijdens zijn zitting van 25.06.2012 hechtte de Raad (Buitenlandse Zaken) zijn goedkeuring aan de opening van de onderhandelingen en nam hiertoe onderhandelingsrichtlijnen aan. Een 1^{ste} onderhandelingsronde ging te Wellington door op 23 en 24.07.2012. Deze ronde werd gevolgd door een 2^{de} (Brussel, 05-06.12.2012) en een 3^{de} onderhandelingsronde (Wellington, 19-20.03.2013).

Tijdens de 4^{de} ronde die op 05-07.06.2013 te Brussel doorging werd, behoudens over de institutionele bepalingen, een akkoord over de ganse tekst bereikt. In de

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

marge van de "Nuclear Summit" (Den Haag, 25.03.2014) vond een contact plaats tussen de Voorzitter van de Europese Raad, VAN ROMPUY, Commissievoorzitter BARROSO en de Nieuw-Zeelandse Premier KEY tijdens welke het belang van een snelle afronding van de gesprekken werd benadrukt. Tijdens de 5^{de} onderhandelingsronde die te Brussel doorging, werd op 30.07.2014 tussen de onderhandelars een finaal akkoord bereikt.

Op 27.01.2015 werd de tekst geparafeerd.

3. Inhoud van de Overeenkomst.

Het doel van deze overeenkomst is *"een versterkt partnerschap tussen de partijen tot stand te brengen en nauwer en intensiever samen te werken inzake aangelegenheden van gemeenschappelijk belang, waarin de gedeelde waarden en gemeenschappelijke beginselen worden weerspiegeld, onder meer door het intensiveren van een dialoog op hoog niveau"*.

De overeenkomst omvat drie pijlers, met name :

- ⇒ politieke samenwerking inzake buitenlands beleid en veiligheidskwesties van gemeenschappelijk belang, met inbegrip van massavernietigingswapens, handvuurwapens en lichte wapens, terrorismebestrijding, de bevordering van internationale vrede en veiligheid en samenwerking op multilaterale fora ;
- ⇒ samenwerking inzake economische en handelsaangelegenheden, met inbegrip van het faciliteren van handel en investeringsstromen, en inzake sectorale economische en handelsaangelegenheden, zoals sanitaire en fytosanitaire kwesties, het wegwerken van technische belemmeringen voor de handel en intellectuele eigendom ;
- ⇒ sectorale samenwerking, onder meer inzake onderzoek en innovatie, onderwijs en cultuur, migratie, terrorismebestrijding, de strijd tegen de georganiseerde misdaad en cybercriminaliteit, en gerechtelijke samenwerking.

De overeenkomst bevat de politieke standaardclausules van de EU inzake mensenrechten, het Internationaal Strafhof, massavernietigingswapens, handvuurwapens en lichte wapens en terrorismebestrijding. Zij bestrijkt tevens samenwerking op economisch en handelsgebied, met inbegrip van dialoog op economische, handels- en investeringsgerelateerde gebieden, handel in landbouwproducten en andere sectorale aangelegenheden. Voorts bestrijkt de overeenkomst samenwerking op een breed spectrum van beleidsgebieden, zoals gezondheid, milieu, klimaatverandering, energie, onderwijs, cultuur, werkgelegenheid, rampenbeheer, visserij en maritieme aangelegenheden, vervoer, juridische samenwerking, de strijd tegen witwassen en financiering van terrorisme, georganiseerde misdaad en corruptie.

Deze overeenkomst, die gelijk is op andere overeenkomsten die door de EU met partnerlanden zijn gesloten, omvat bindende politieke clausules gebaseerd op de door beide partijen gedeelde waarden. De EU en Nieuw-Zeeland verklaren bijgevolg hun engagement op gebieden als de mensenrechten, non-proliferatie en de bestrijding van terrorisme. Deze clausules stemmen volledig overeen met

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

de standaardclausules van vergelijkbare overeenkomsten. De eerbiediging van de mensenrechten en democratische beginselen, het internationaal recht en de beginselen van het Handvest van de Verenigde Naties vormen de basis voor samenwerking in het kader van de overeenkomst.

De overeenkomst draagt in grote mate bij tot de verbetering van het partnerschap tussen de EU en Nieuw-Zeeland, dat is gebaseerd op gemeenschappelijke waarden en beginselen, zoals de eerbiediging van de democratische beginselen, de mensenrechten en fundamentele vrijheden, de rechtsstaat, internationale vrede en veiligheid.

Overeenkomstig de gezamenlijke EU-aanpak inzake het gebruik van politieke clausules kan, in gevallen van zeer ernstige en zwaarwegende schending van de essentiële elementen van de overeenkomst, de overeenkomst worden geschorst of beëindigd, en kunnen andere passende maatregelen die een invloed hebben op toekomstige overeenkomsten worden genomen, overeenkomstig de rechten en verplichtingen van de partijen bij deze overeenkomsten.

Bij de overeenkomst wordt een Gemengde Commissie opgericht die tot doel heeft toezicht te houden op de ontwikkeling van de bilaterale betrekkingen tussen de partijen. De overeenkomst voorziet in de mogelijkheid om de toepassing ervan op te schorten in het geval van schending van de essentiële elementen.

4. Artikelsgewijze toelichting.

Preambule.

De Preambule bevat een opsomming van de intenties en grondslagen die tezamen de context vormen van deze Kaderovereenkomst.

Titel I (art. 1 – 4).

Titel I bevat de algemene bepalingen van de overeenkomst. Met deze overeenkomst wensen beide partijen te komen tot een versterkt partnerschap en nauwer en intensiever samen te werken inzake aangelegenheden van gemeenschappelijk belang. De grondslag van de samenwerking is de gehechtheid aan de democratische beginselen, de mensenrechten, de fundamentele vrijheden, de rechtsstaat en goed bestuur. Zoals dit gebruikelijk is in dergelijke kaderovereenkomsten vormen de eerbiediging van de democratische beginselen, de mensenrechten en de fundamentele vrijheden een essentieel element van de overeenkomst. De beide partijen bevestigen hun inzet voor duurzame ontwikkeling en groei op alle vlakken. Methodologisch komen de partijen overeen hun regelmatige dialoog te intensiveren en samen te werken in regionale en internationale organisaties.

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

Titel II (art. 5 – 11).

Titel II bevat de bepalingen inzake politieke dialoog en samenwerking inzake buitenlands beleid en veiligheidskwesties. De partijen komen overeen de regelmatige politieke dialoog te intensiveren vooral met het oog op de bespreking van aangelegenheden van gemeenschappelijk belang en de versterking van hun gemeenschappelijke aanpak van internationale kwesties (art. 5). Art. 6 voorziet in een specifiek engagement voor democratische beginselen, de mensenrechten en de rechtsstaat. In het kader van de bevordering van internationale vrede en veiligheid bevestigen de partijen hun engagement om samen te werken. Er wordt aan herinnerd dat tussen de Europese Unie en Nieuw-Zeeland op 18.04.2012 een specifieke overeenkomst werd ondertekend tot vaststelling van een kader voor de deelname van Nieuw-Zeeland aan crisisbeheersingsoperaties van de Europese Unie¹. Art. 8 bevat de gebruikelijke bepalingen inzake de bestrijding van de verspreiding van massavernietigingswapens en stelt uitdrukkelijk dat deze bepaling een essentieel element is van deze overeenkomst. De partijen zullen samenwerken en bijdragen aan de strijd tegen massavernietigingswapens. In dezelfde lijn zullen de partijen samenwerken in de strijd tegen de illegale handel in handvuurwapens en lichte wapens en munitie (art. 9).

In art. 10 komen de partijen overeen samen te werken om de doelstellingen van het Statuut van Rome inzake het Internationaal Strafhof te bevorderen. De samenwerking ter bestrijding van terrorisme wordt geregeld in art. 11.

Titel III (art. 12 – 13).

Onder deze hoofding wordt ingegaan op de samenwerking tussen de partijen op het vlak van mondiale ontwikkeling en humanitaire hulp. Er wordt voorzien in een regelmatige beleidsdialoog en waar passend de afstemming van standpunten.

Titel IV (art. 14 – 28).

De samenwerking op economisch en handelsgebied wordt geregeld in Titel IV van de overeenkomst. De overeenkomst voorziet in een dialoog inzake economisch beleid en inzake handel en investeringen (art. 14). Beide partijen komen overeen hun samenwerking op te voeren op sanitair en fytosanitair gebied (art. 15). Art. 16 bevat een specifieke bepaling inzake dierenwelzijn. Beide partijen zijn het erover eens dat een grotere compatibiliteit van normen, technische voorschriften en conformiteitsbeoordelingsprocedures van essentieel belang is om de handel in goederen te faciliteren (art. 17). Samenwerking dient eveneens voorzien te worden op het vlak van mededingingsbeleid (art. 18), overheidsopdrachten (art. 19), grondstoffen (art. 20), intellectuele eigendom (art. 21), douane (art. 22), fiscaal gebied (art. 23), transparantie (art. 24) en toerisme (art. 28).

¹ Deze overeenkomst werd op 01.05.2012 van kracht.

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

In art. 25 wordt ingegaan op de band tussen handel en duurzame ontwikkeling². Beide partijen erkennen dat kan worden bijgedragen tot de doelstelling van duurzame ontwikkeling door het bevorderen van elkaar wederzijds versterkend handels-, milieu en werkgelegenheidsbeleid. Elke partij heeft het recht om eigen niveaus van binnenlandse milieu- en arbeidsbescherming vast te stellen. Beide partijen moedigen de dialoog met het maatschappelijke middenveld aan (art. 26) alsook de samenwerking tussen bedrijven (art. 27). Artikel 28 voorziet in samenwerking op het vlak van toerisme.

Titel V (art. 29 – 37).

Titel V beschrijft de samenwerking op het vlak van justitie, vrijheid en veiligheid. De partijen erkennen het belang van de juridische samenwerking (art. 29) en de samenwerking inzake wetshandhaving (art. 30). De bestrijding van de georganiseerde misdaad en de corruptie (art. 31), de drugsbestrijding (art. 32), de bestrijding van cybercriminaliteit (art. 33) en de bestrijding van witwaspraktijken en de financiering van terrorisme (art. 34) worden alle specifiek vermeld. Beide partijen bevestigen de verbintenis om samen te werken en van gedachten te wisselen op het gebied van migratie en er wordt in de mogelijkheid voorzien om na te gaan of de sluiting van een overeenkomst inzake overname mogelijk is (art. 35). Art. 36 regelt de consulaire bescherming. Art. 37 bevat de bepalingen inzake de bescherming van persoonsgegevens.

Titel VI (art. 38 – 39) en **Titel VII (art. 40 – 42)** regelt de samenwerking op het vlak van onderzoek, innovatie en de informatiemaatschappij, respectievelijk onderwijs, cultuur en persoonlijke contacten.

Titel VIII (art. 43 – 51).

De samenwerking op het vlak van duurzame ontwikkeling, energie en vervoer wordt afzonderlijk behandeld in een specifieke Titel van de overeenkomst. De partijen komen overeen samen te werken inzake milieukwesties, met inbegrip van het duurzame beheer van natuurlijke hulpbronnen (art. 43). Er wordt eveneens overeengekomen de samenwerking te intensiveren op het gebied van de bescherming, verbetering en regelgeving inzake de volksgezondheid (art. 44). In art. 45 wordt specifiek aandacht besteed aan de klimaatverandering. Andere domeinen van overleg betreffen rampenrisicobeheersing en civiele bescherming (art. 46), energie (art. 47), vervoer (art. 48), landbouw, plattelandsontwikkeling en bosbouw (art. 49) en visserij en maritieme zaken (art. 50). Een belangrijk onderdeel van duurzame ontwikkeling is de volledige, productieve werkgelegenheid en de bevordering van fatsoenlijk werk (art. 51).

² Duurzame ontwikkeling maakt ook nog het voorwerp uit van een specifieke Titel van de overeenkomst.

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

Titel IX (art. 52 – 54).

Art. 52 voorziet in de mogelijkheid om deze overeenkomst aan te vullen door de sluiting van specifieke overeenkomsten op alle samenwerkingsgebieden die binnen het toepassingsgebied van deze overeenkomst vallen. Bij art. 53 wordt een Gemengde Commissie opgericht die moet toezien op de effectieve tenuitvoerlegging van de overeenkomst. Art. 54 regelt de tenuitvoerlegging en de geschillenbeslechting. Art. 54, para 3 en para 7 gaat meer bepaald in op de gevallen van zeer ernstige en zwaarwegende schending van de essentiële elementen van de overeenkomst waardoor de overeenkomst kan worden geschorst of beëindigd.

Titel X (art. 55 – 60).

Titel X bevat de gebruikelijke slotbepalingen houdende een dergelijk overeenkomst met name wat betreft "definitie van de partijen", de openbaarmaking van informatie en de inwerkingtreding. De overeenkomst wordt afgesloten voor onbepaalde duur.

5. Voorlopige toepassing van de Overeenkomst.

Overeenkomstig artikel 58 van de Overeenkomst worden een aantal bepalingen voorlopig toegepast, echter slechts voor zover deze aangelegenheden betreffen die onder de bevoegdheid van de Unie vallen. Het betreft meer bepaald de artikelen 3, 4, 5, 53 (met uitzondering van lid 3 onder g) en h) en titel X met uitzondering van artikel 57 en artikel 58, leden 1 en 3.

6. Belgische aandachtspunten.

Het uitgangspunt voor de onderhandelingen was een door de Europese Commissie en de Europese Dienst voor Externe Actie uitgewerkt ontwerp van Overeenkomst dat alle kernelementen bevatte van dergelijke akkoorden.

België heeft er tijdens de onderhandelingen vooral over gewaakt dat de voor de EU belangrijke sleutelbepalingen werden gevrijwaard. Zoals dit het geval is voor andere dergelijke akkoorden werd door **België** tijdens de periode van de onderhandelingen in het bijzonder de klemtoon gelegd op :

- de politieke clausules betreffende non-proliferatie van massavernietigingswapens ; strijd tegen straffeloosheid ; samenwerking met het Internationaal Strafhof ; samenwerking in de strijd tegen het terrorisme en samenwerking inzake mensenrechten.
- de samenwerking op het vlak van migratie, inclusief readmissie.
- het belang van een afzonderlijke titel met betrekking tot duurzame ontwikkeling in zijn drie dimensies (economie, sociaal en leefmilieu).

Tegenover de Nieuw-Zeelandse positie met betrekking tot de essentiële clausules heeft België vastgehouden aan het feit dat deze elementen in de overeenkomst dienden te komen. België wenste hiermee een duidelijke horizontale benadering

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

te volgen en er bijgevolg over te waken dat er geen precedentswaarde werd gecreëerd door de elementen juist niet op te nemen. Het was immers van belang dat de clausules die in eerdere overeenkomsten werden opgesomd (bijvoorbeeld in de EU-Zuid-Korea Kaderovereenkomst) ook werden weerhouden in het geval van Nieuw-Zeeland. Dit was mede van belang voor andere onderhandelingen die lopende waren (Canada, Australië) of nog lopen (Japan). Nieuw-Zeeland zou uiteindelijk de opname aanvaarden.

Op intern Belgisch vlak heeft de ontwerpovereenkomst het voorwerp uitgemaakt van de gebruikelijke raadpleging van alle stakeholders door de Directie-Generaal Europese Zaken en Coördinatie, hetzij tijdens formele vergaderingen (16.04.2012), hetzij via schriftelijke procedure (15.01.2013 en 06.05.2013).

7. Aard van de overeenkomst op het interne Belgische vlak.

Op het interne Belgische vlak vallen de bepalingen van de Overeenkomst onder de bevoegdheid van de Federale Overheid, maar tevens voor een deel ook onder de bevoegdheid van de Gemeenschappen en de Gewesten, zoals dit werd bepaald door de Werkgroep Gemengde Verdragen tijdens zijn zitting van 26.03.2015.

Onder de handtekening van de vertegenwoordiger van de Minister van Buitenlandse Zaken van België staat er bijgevolg, in overeenstemming met de Gemeenschappen en de Gewesten, een formule die zegt dat deze handtekening ook de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verbindt.

De Minister van Buitenlandse Zaken
en Europese Zaken,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'D' followed by 'R' and 'YNDERS'.

Didier REYNDERS

ACCORD DE PARTENARIAT
SUR LES RELATIONS ET LA COOPÉRATION
ENTRE L'UNION EUROPÉENNE
ET SES ÉTATS MEMBRES, D'UNE PART,
ET LA NOUVELLE-ZÉLANDE, D'AUTRE PART

L'Union européenne, ci-après dénommée "Union",

et

LE ROYAUME DE BELGIQUE,

LA RÉPUBLIQUE DE BULGARIE,

LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE,

LE ROYAUME DE DANEMARK,

LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE,

LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE,

L'IRLANDE,

LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE,

LE ROYAUME D'ESPAGNE,

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

LA RÉPUBLIQUE DE CROATIE,

LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE,

LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE,

LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE,

LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE,

LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG,

LA HONGRIE,

LA RÉPUBLIQUE DE MALTE,

LE ROYAUME DES PAYS-BAS,

LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE,

LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,

LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE,

LA ROUMANIE,

LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE,

LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE,

LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE,

LE ROYAUME DE SUÈDE,

LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,

Les États membres de l'Union européenne, ci-après dénommés les "États membres",

d'une part, et

LA NOUVELLE-ZÉLANDE,

d'autre part,

ci-après dénommées les "parties contractantes",

CONSIDÉRANT leurs valeurs partagées et les liens historiques, politiques, économiques et culturels étroits qui les unissent,

SALUANT l'évolution de leurs relations, mutuellement bénéfiques, depuis l'adoption de la déclaration commune sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande le 21 septembre 2007,

RÉAFFIRMANT leur attachement aux buts et aux principes énoncés dans la charte des Nations unies et leur volonté de renforcer le rôle des Nations unies,

RÉAFFIRMANT leur attachement aux principes démocratiques et aux droits de l'homme, inscrits dans la déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme, ainsi qu'aux principes de l'état de droit et de la bonne gouvernance,

RECONNAISSANT le grand attachement du gouvernement de Nouvelle-Zélande aux principes du traité de Waitangi,

SOULIGNANT le caractère exhaustif de leurs relations et l'importance de les inscrire dans un cadre cohérent afin d'en favoriser le développement,

EXPRIMANT leur volonté commune d'élever leurs relations au niveau d'un partenariat renforcé,

CONFIRMANT leur désir de renforcer et de développer leur coopération et leur dialogue politiques,

DÉTERMINÉES à consolider, approfondir et diversifier leur coopération dans des domaines d'intérêt commun, aux niveaux bilatéral, régional et mondial, et pour leur bénéfice mutuel,

RECONNAISSANT la nécessité d'une coopération renforcée dans les domaines de la justice, de la liberté et de la sécurité,

RECONNAISSANT leur souhait de promouvoir le développement durable dans ses dimensions économique, sociale et environnementale,

RECONNAISSANT EN OUTRE leur intérêt commun à encourager une compréhension mutuelle et des liens solides entre les peuples, notamment grâce au tourisme et à des accords réciproques permettant aux jeunes de se rendre à l'étranger pour y étudier, y travailler ou y effectuer de courts séjours d'une autre nature,

RÉAFFIRMANT leur ferme volonté de promouvoir la croissance économique, une gouvernance économique mondiale, la stabilité financière et un véritable multilatéralisme,

RÉAFFIRMANT leur détermination à coopérer pour promouvoir la paix et la stabilité au niveau international,

S'INSPIRANT des accords conclus entre l'Union et la Nouvelle-Zélande, notamment en ce qui concerne la gestion des crises, la science et la technologie, les services aériens, les procédures d'évaluation de la conformité et les mesures sanitaires,

SOULIGNANT que si les parties décidaient, dans le cadre du présent accord, d'adhérer à des accords spécifiques relevant de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, que l'Union européenne conclurait conformément à la troisième partie, titre V, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, les dispositions de ces accords futurs ne lieraient pas le Royaume-Uni et/ou l'Irlande, à moins que l'Union européenne, en même temps que le Royaume-Uni et/ou l'Irlande pour ce qui concerne leurs relations bilatérales antérieures respectives, ne notifient à la Nouvelle-Zélande que le Royaume-Uni et/ou l'Irlande sont désormais liés par ces accords en tant que membres de l'Union européenne, conformément au protocole n° 21 sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande à l'égard de l'espace de liberté, de sécurité et de justice annexé au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. De même, toute mesure ultérieure interne à l'Union que celle-ci adopterait conformément au titre V susmentionné aux fins de la mise en œuvre du présent accord ne lierait pas le Royaume-Uni et/ou l'Irlande, à moins qu'ils n'aient notifié leur souhait de participer à cette mesure ou de l'accepter conformément au protocole n° 21. Soulignant également que ces accords futurs ou ces mesures ultérieures internes à l'Union entreraient dans le champ d'application du protocole n° 22 sur la position du Danemark annexé auxdits traités,

SONT CONVENUES DES DISPOSITIONS SUIVANTES:

TITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE PREMIER

Objet de l'accord

Le présent accord a pour objet de mettre en place un partenariat renforcé entre les parties et d'approfondir et de renforcer la coopération sur les questions d'intérêt mutuel, qui reflètent des valeurs partagées et des principes communs, y compris par l'intensification du dialogue de haut niveau.

ARTICLE 2

Fondement de la coopération

1. Les parties réaffirment leur attachement aux principes démocratiques, aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales, ainsi qu'à l'état de droit et à la bonne gouvernance.

Le respect des principes démocratiques, des droits de l'homme et des libertés fondamentales inscrits dans la déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme, ainsi que du principe de l'état de droit, sous-tend les politiques intérieures et internationales des parties et constitue un élément essentiel du présent accord.

2. Les parties réaffirment leur adhésion à la charte des Nations unies et aux valeurs partagées qui y sont énoncées.
3. Les parties réaffirment leur volonté de promouvoir le développement durable et la croissance dans toutes ses dimensions, de contribuer à la réalisation des objectifs de développement fixés sur le plan international et de coopérer pour relever les défis environnementaux mondiaux, notamment en ce qui concerne le changement climatique.
4. Les parties soulignent leur attachement commun au caractère exhaustif de leurs relations bilatérales et leur détermination à élargir et à approfondir ces relations, notamment au moyen d'accords ou d'arrangements spécifiques.
5. La mise en œuvre du présent accord repose sur les principes du dialogue, du respect mutuel, d'un partenariat équitable, du consensus et du respect du droit international.

ARTICLE 3

Dialogue

1. Les parties conviennent de renforcer leur dialogue régulier dans tous les domaines couverts par le présent accord afin de permettre la réalisation de son objectif.
2. Le dialogue entre les parties a lieu par l'intermédiaire de contacts, d'échanges et de consultations à tous les niveaux, et se concrétise notamment par:
 - a) des réunions au niveau des dirigeants, qui auront lieu régulièrement, chaque fois que les parties le jugeront nécessaire;

- b) des consultations et des visites au niveau ministériel, qui auront lieu quand les parties le jugeront nécessaire, à l'endroit de leur choix;
- c) des consultations au niveau des ministres des affaires étrangères, qui auront lieu régulièrement, si possible annuellement;
- d) des réunions au niveau des hauts fonctionnaires, à des fins de consultation sur des questions d'intérêt mutuel, ou des séances d'information et une coopération sur les événements importants de l'actualité nationale ou internationale;
- e) des dialogues sectoriels sur des questions d'intérêt commun; et
- f) des échanges de délégations entre le Parlement européen et le Parlement néo-zélandais.

ARTICLE 4

Coopération au sein des organisations régionales et internationales

Les parties s'engagent à coopérer en échangeant leurs points de vue sur des questions d'ordre politique d'intérêt mutuel et, le cas échéant, en partageant des informations sur leurs positions dans les enceintes et les organisations régionales et internationales.

TITRE II

DIALOGUE POLITIQUE ET COOPÉRATION SUR LES QUESTIONS DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE SÉCURITÉ

ARTICLE 5

Dialogue politique

Les parties conviennent de renforcer leur dialogue politique régulier à tous les niveaux, en particulier en vue de débattre des questions d'intérêt commun visées au présent titre et de renforcer leur approche commune des questions internationales. Aux fins du présent titre, les parties conviennent qu'on entend par "dialogue politique" des consultations et des échanges, formels ou informels, à tous les niveaux de gouvernement.

ARTICLE 6

Attachement aux principes démocratiques, aux droits de l'homme et à l'état de droit

Dans le souci de faire progresser l'engagement partagé des parties en faveur des principes démocratiques, des droits de l'homme et de l'état de droit, les parties conviennent:

- a) de promouvoir les principes fondamentaux du respect des valeurs démocratiques, des droits de l'homme et de l'état de droit, notamment dans les enceintes internationales; et

- b) de coopérer et de coordonner leur action, le cas échéant, pour faire progresser dans la pratique les principes démocratiques, les droits de l'homme et l'état de droit, y compris dans des pays tiers.

ARTICLE 7

Gestion de crise

Les parties réaffirment leur volonté de promouvoir la paix et la sécurité au niveau international, y compris, entre autres, par l'accord entre la Nouvelle-Zélande et l'Union européenne établissant un cadre pour la participation de la Nouvelle-Zélande aux opérations de gestion de crise dans l'Union européenne, qui a été signé à Bruxelles le 18 avril 2012.

ARTICLE 8

Lutte contre la prolifération des armes de destruction massive

1. Les parties considèrent que la prolifération des armes de destruction massive (ADM) et de leurs vecteurs, au profit d'acteurs étatiques et non étatiques, constitue l'une des menaces les plus graves pour la paix et la sécurité internationales. Les parties réaffirment leur détermination à respecter et à mettre pleinement en œuvre au niveau national les obligations qu'elles ont contractées dans le cadre des traités et des accords internationaux de désarmement et de non-prolifération, ainsi que les autres obligations internationales en la matière. Elles conviennent en outre de coopérer et de contribuer à la lutte contre la prolifération des ADM et de leurs vecteurs. Les parties conviennent que la présente disposition constitue un élément essentiel du présent accord.

2. Les parties conviennent également de coopérer et de contribuer à la lutte contre la prolifération des ADM et de leurs vecteurs:
 - a) en prenant des mesures afin de signer ou de ratifier tous les autres instruments internationaux pertinents, ou d'y adhérer, selon le cas, et de les mettre pleinement en œuvre;
 - b) en maintenant un système efficace de contrôles nationaux des exportations, permettant de contrôler à la fois les exportations et le transit des marchandises liées aux ADM, y compris l'utilisation finale des technologies à double usage dans le cadre des ADM, et comportant des sanctions effectives en cas d'infraction au régime de contrôle des exportations.
3. Les parties conviennent d'instaurer un dialogue politique régulier sur ces questions.

ARTICLE 9

Armes légères et de petit calibre

1. Les parties reconnaissent que la fabrication, le transfert et la circulation illicites d'armes légères et de petit calibre (ALPC) et de leurs munitions, ainsi que l'accumulation excessive, la mauvaise gestion, la sécurisation insuffisante des stocks et la dissémination incontrôlée de ces armes continuent de faire peser une grave menace sur la paix et la sécurité internationales.

2. Les parties réaffirment leur détermination à respecter et à mettre pleinement en œuvre les obligations respectives de lutte contre le commerce illégal des ALPC, y compris de leurs munitions, qui leur incombent en vertu des accords internationaux existants et des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, ainsi que les engagements qu'elles ont pris dans le cadre d'autres instruments internationaux applicables dans ce domaine, notamment le programme d'action des Nations unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous toutes ses formes.

3. Les parties s'engagent à coopérer et à veiller à la coordination et la complémentarité de leurs efforts de lutte contre le commerce illicite des ALPC, y compris de leurs munitions, aux niveaux mondial, régional, sous-régional et national et conviennent d'instaurer un dialogue politique régulier sur ces questions.

ARTICLE 10

Cour pénale internationale

1. Les parties réaffirment que les crimes les plus graves touchant l'ensemble de la communauté internationale ne devraient pas rester impunis et que leur répression devrait être garantie par l'adoption de mesures sur le plan intérieur ou au niveau international, y compris par l'intermédiaire de la Cour pénale internationale.

2. En promouvant le renforcement de la paix et de la justice internationale, les parties réaffirment leur détermination à:

- a) prendre des mesures pour mettre en œuvre le statut de Rome de la Cour pénale internationale (ci-après dénommé "statut de Rome") et, selon le cas, les instruments connexes;

- b) partager avec des partenaires régionaux des expériences relatives à l'adoption des adaptations juridiques nécessaires à la ratification et à la mise en œuvre du statut de Rome; et
- c) coopérer pour poursuivre l'objectif de promouvoir l'universalité et l'intégrité du statut de Rome.

ARTICLE 11

Coopération en matière de lutte contre le terrorisme

1. Les parties réaffirment l'importance de la lutte contre le terrorisme, dans le plein respect de l'état de droit, du droit international – en particulier, la charte des Nations unies et les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies dans ce domaine –, du droit en matière de droits de l'homme, du droit des réfugiés et du droit humanitaire international.
2. Dans ce cadre, et compte tenu de la stratégie antiterroriste mondiale des Nations unies, adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies dans la résolution 60/288 du 8 septembre 2006, les parties conviennent de coopérer à la prévention et à l'éradication des actes terroristes, notamment:
 - a) dans le cadre de la mise en œuvre pleine et entière des résolutions 1267, 1373 et 1540 du Conseil de sécurité des Nations unies et d'autres résolutions des Nations unies et instruments internationaux applicables;
 - b) en échangeant des informations sur les groupes terroristes et les réseaux qui les soutiennent, conformément au droit international et national applicable;

- c) en procédant à des échanges de vues sur:
 - i) les moyens et les méthodes utilisés pour contrer le terrorisme, notamment sur le plan technique et en matière de formation;
 - ii) la prévention du terrorisme; et
 - iii) les bonnes pratiques en matière de protection des droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme;
 - d) en coopérant en vue d'approfondir le consensus international sur la lutte contre le terrorisme et son cadre normatif et en œuvrant à l'élaboration, dès que possible, d'un accord sur la convention générale contre le terrorisme international, de manière à compléter les instruments de lutte contre le terrorisme déjà mis en place par les Nations unies; et
 - e) en favorisant la coopération entre les États membres des Nations unies de façon à mettre effectivement en œuvre la stratégie antiterroriste mondiale des Nations unies par tous les moyens appropriés.
3. Les parties réaffirment leur engagement à l'égard des normes internationales adoptées par le groupe d'action financière (GAFI) pour lutter contre le financement du terrorisme.
4. Les parties réaffirment leur volonté de coopérer pour fournir une aide au renforcement des capacités de lutte contre le terrorisme à d'autres États qui ont besoin de ressources et d'expertise pour prévenir les activités terroristes et y répondre, y compris dans le cadre du Forum mondial de lutte contre le terrorisme.

TITRE III

COOPÉRATION EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT MONDIAL ET D'AIDE HUMANITAIRE

ARTICLE 12

Développement

1. Les parties réaffirment leur engagement à soutenir le développement durable dans les pays en développement afin de réduire la pauvreté et de contribuer à un monde plus sûr, plus équitable et plus prospère.
2. Les parties reconnaissent l'importance d'unir leurs forces pour que les activités de développement aient une résonance, une portée et un impact plus grands, y compris dans la région du Pacifique.
3. À cet effet, les parties conviennent:
 - a) de procéder à des échanges de vue et, lorsqu'il y a lieu, de coordonner leurs positions sur les questions de développement dans les enceintes régionales et internationales afin de favoriser une croissance inclusive et durable au service du développement humain; et
 - b) d'échanger des informations sur leurs programmes de développement respectifs et, le cas échéant, de coordonner leur action dans les différents pays concernés pour augmenter leur impact sur le développement durable et l'éradication de la pauvreté.

ARTICLE 13

Aide humanitaire

Les parties réaffirment leur attachement commun à l'aide humanitaire et s'efforcent d'intervenir de manière coordonnée lorsqu'il y a lieu.

TITRE IV

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE

ARTICLE 14

Dialogue sur les questions économiques, commerciales et en matière d'investissements

1. Les parties s'engagent à dialoguer et à coopérer dans les matières économiques, commerciales et liées aux investissements afin de faciliter les flux commerciaux et d'investissements bilatéraux. Dans le même temps, reconnaissant l'importance de poursuivre sur cette voie dans le cadre d'un système commercial multilatéral reposant sur des règles, les parties affirment leur ferme intention d'œuvrer ensemble, au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), afin d'obtenir une libéralisation accrue des échanges.
2. Les parties conviennent de promouvoir l'échange d'informations et le partage d'expériences sur leurs tendances et politiques macroéconomiques respectives, y compris l'échange d'informations sur la coordination des politiques économiques dans le contexte de la coopération et de l'intégration économiques régionales.

3. Les parties maintiennent un dialogue de fond visant à promouvoir les échanges de biens, y compris des produits de base agricoles et autres, de matières premières, de biens manufacturés et de produits à haute valeur ajoutée. Les parties reconnaissent qu'une approche transparente fondée sur le marché est le meilleur moyen de créer un cadre favorable aux investissements dans la production et le commerce de tels produits et de favoriser une répartition et une utilisation efficaces de ceux-ci.
4. Les parties maintiennent un dialogue de fond visant à promouvoir les échanges bilatéraux de services et à échanger des informations et des expériences sur leurs modes de supervision respectifs. Elles conviennent aussi de renforcer leur coopération afin d'améliorer les systèmes de comptabilité, d'audit, de supervision et de réglementation dans les domaines de la banque et de l'assurance, ainsi que dans d'autres segments du secteur financier.
5. Les parties favorisent le développement d'un environnement attrayant et stable pour les investissements réciproques à travers un dialogue visant à améliorer leur compréhension et leur coopération mutuelles sur les questions d'investissement, à étudier certains mécanismes de nature à faciliter les flux d'investissements et à promouvoir des règles stables, transparentes et ouvertes à l'intention des investisseurs.
6. Les parties se tiennent mutuellement informées de l'évolution des échanges bilatéraux et internationaux et des aspects de leurs politiques qui concernent les investissements et le commerce, y compris de leurs stratégies en matière d'accords de libre-échange (ALE) et de leurs calendriers respectifs dans ce domaine ainsi que des questions réglementaires pouvant avoir une incidence sur les échanges et les investissements bilatéraux.
7. Le dialogue et la coopération en matière de commerce et d'investissements prendront notamment les formes suivantes:
 - a) un dialogue annuel sur la politique commerciale, au niveau des hauts fonctionnaires, complété par des réunions ministérielles sur le commerce programmées par les parties;

- b) un dialogue annuel sur les échanges de produits agricoles; et
- c) d'autres échanges sectoriels programmés par les parties.

8. Les parties s'engagent à coopérer afin de garantir les conditions nécessaires à l'accroissement des échanges et des investissements entre elles et à en faire la promotion, y compris, si possible, par la négociation de nouveaux accords.

ARTICLE 15

Questions sanitaires et phytosanitaires

1. Les parties conviennent de renforcer la coopération sur les questions sanitaires et phytosanitaires dans le cadre de l'accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires et de la commission du Codex Alimentarius, de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et des organisations internationales et régionales compétentes agissant dans le cadre de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV). Cette coopération vise à améliorer la compréhension mutuelle des mesures sanitaires et phytosanitaires et à faciliter les échanges entre les parties, et peut comprendre:

- a) le partage d'informations;
- b) l'imposition de conditions à l'importation applicables à l'ensemble du territoire de l'autre partie;

- c) la vérification de la totalité ou d'une partie des systèmes d'inspection et de certification des autorités de l'autre partie, conformément aux normes internationales applicables du Codex Alimentarius, de l'OIE et de la CIPV relatives à l'évaluation de ces systèmes; et
- d) la reconnaissance des zones exemptes de parasites ou de maladies et des zones à faible prévalence de parasites ou de maladies.

2. À cette fin, les parties s'engagent à exploiter pleinement les instruments existants, tels que l'accord entre la Communauté européenne et la Nouvelle-Zélande relatif aux mesures sanitaires applicables au commerce d'animaux vivants et de produits animaux, signé à Bruxelles le 17 décembre 1996, et à coopérer, dans un espace de discussion bilatéral approprié, au sujet d'autres questions sanitaires et phytosanitaires qui ne seraient pas couvertes par cet accord.

ARTICLE 16

Bien-être des animaux

Les parties réaffirment également l'importance de préserver leur compréhension mutuelle et leur coopération sur les questions portant sur le bien-être des animaux; elles continueront à partager des informations et à œuvrer ensemble au sein du Forum de coopération en matière de bien-être animal de la Commission européenne, ainsi qu'à travailler avec les autorités compétentes de la Nouvelle-Zélande et à collaborer étroitement sur ces sujets au sein de l'OIE.

ARTICLE 17

Obstacles techniques au commerce

1. Les parties partagent l'avis selon lequel une plus grande compatibilité des normes, des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité constitue un élément essentiel de facilitation des échanges.
2. Les parties reconnaissent qu'il est dans leur intérêt commun de réduire les obstacles techniques au commerce et conviennent, à cette fin, de coopérer dans le cadre de l'accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce et de l'accord sur la reconnaissance mutuelle en matière d'évaluation de la conformité entre la Communauté européenne et la Nouvelle-Zélande, signé à Wellington le 25 juin 1998.

ARTICLE 18

Politique de concurrence

Les parties réaffirment leur volonté d'encourager la concurrence dans les activités économiques en appliquant leurs législations et réglementations respectives en matière de concurrence. Elles conviennent d'échanger des informations sur leur politique de concurrence et les questions connexes, ainsi que de renforcer la coopération entre leurs autorités compétentes en la matière.

ARTICLE 19

Marchés publics

1. Les parties réaffirment leur engagement à l'égard de cadres ouverts et transparents pour les marchés publics, lesquels, conformément à leurs obligations internationales, doivent promouvoir des marchés publics économiquement avantageux, concurrentiels ainsi que des pratiques d'achat non discriminatoires et, partant, renforcer les échanges entre les parties.
2. Les parties conviennent d'intensifier encore leurs consultations, leur coopération et leurs échanges d'expériences et de bonnes pratiques dans le domaine des marchés publics sur des questions d'intérêt commun, notamment en ce qui concerne leurs cadres réglementaires respectifs.
3. Les parties conviennent d'examiner les moyens de continuer à favoriser l'accès à leurs marchés publics respectifs et de procéder à des échanges de vues sur les mesures et les pratiques qui pourraient nuire à leurs échanges dans le cadre de marchés publics.

ARTICLE 20

Matières premières

1. Les parties renforceront leur coopération dans le domaine des matières premières grâce à des dialogues bilatéraux, dans des enceintes multilatérales consacrées à ces questions ou au sein d'institutions internationales, à la demande de l'une ou l'autre des parties. Cette coopération vise plus particulièrement à supprimer les obstacles aux échanges de matières premières, à instaurer un cadre mondial plus solide fondé sur des règles pour ce commerce, et à promouvoir la transparence sur les marchés mondiaux de matières premières.

2. Cette coopération peut notamment porter sur:
- a) des questions ayant trait à l'offre et à la demande ainsi qu'aux échanges et aux investissements bilatéraux et des questions d'intérêt commun liées au commerce international;
 - b) des obstacles tarifaires et non tarifaires concernant les matières premières ainsi que les services et les investissements y afférents;
 - c) les cadres réglementaires respectifs des parties; et
 - d) les bonnes pratiques en matière de développement durable de l'industrie minière, portant notamment sur la politique concernant les minéraux, l'aménagement du territoire et les procédures d'autorisation.

ARTICLE 21

Propriété intellectuelle

1. Les parties réaffirment l'importance de leurs droits et obligations en matière de propriété intellectuelle, notamment de droits d'auteur et de droits voisins, de marques, d'indications géographiques, de dessins et de brevets, et de leur application, conformément aux normes internationales les plus élevées auxquelles les parties adhèrent.
2. Les parties conviennent d'échanger des informations et de partager leurs expériences concernant les questions de propriété intellectuelle, notamment:
 - a) la pratique, la promotion, la diffusion, la rationalisation, la gestion, l'harmonisation, la protection et l'application effective des droits de propriété intellectuelle;

- b) la prévention des atteintes aux droits de propriété intellectuelle;
 - c) la lutte contre la contrefaçon et la piraterie, par toutes formes de coopération appropriées; et
 - d) le fonctionnement des organismes chargés de la protection et de l'application des droits de propriété intellectuelle.
3. Les parties s'engagent à échanger des informations et à promouvoir le dialogue sur la protection des ressources génétiques, les savoirs traditionnels et le folklore.

ARTICLE 22

Douanes

1. Les parties intensifient leur coopération sur les questions douanières, y compris par des mesures de facilitation des échanges, en vue de continuer à simplifier et à harmoniser les procédures douanières et de promouvoir une action commune dans le cadre des initiatives internationales en la matière.
2. Sans préjudice d'autres formes de coopération prévues par le présent accord, les parties envisagent la possibilité d'adopter des instruments en matière de coopération douanière et d'assistance administrative mutuelle en matière douanière.

ARTICLE 23

Coopération en matière fiscale

1. En vue de renforcer et de développer les activités économiques tout en tenant compte de la nécessité de mettre en place un cadre réglementaire approprié, les parties reconnaissent la nécessité d'appliquer les principes de bonne gouvernance dans le domaine fiscal, à savoir la transparence, l'échange d'informations et une concurrence fiscale loyale, et s'engagent à cet égard.
2. À cet effet, conformément à leurs compétences respectives, les parties œuvreront à l'amélioration de la coopération internationale dans le domaine fiscal, chercheront à faciliter la perception de recettes fiscales légitimes et à mettre en place des mesures visant à la bonne mise en œuvre des principes de bonne gouvernance mentionnés au paragraphe 1.

ARTICLE 24

Transparence

Les parties reconnaissent l'importance de la transparence et du respect de la légalité dans l'administration de leurs lois et réglementations dans le domaine commercial et, à cette fin, réaffirment leurs engagements définis dans les accords de l'OMC, notamment l'article X de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et l'article III de l'accord général sur le commerce des services.

ARTICLE 25

Commerce et développement durable

1. Les parties reconnaissent qu'elles peuvent contribuer à l'objectif du développement durable en veillant à ce que leurs politiques en matière de commerce, d'environnement et d'emploi s'inscrivent dans un cadre mutuellement bénéfique, et elles réaffirment leur volonté de promouvoir des échanges et des investissements mondiaux et bilatéraux propres à contribuer à la réalisation de cet objectif.
2. Les parties se reconnaissent mutuellement le droit d'établir leurs propres niveaux internes de protection de l'environnement et du travail et d'adopter ou de modifier leurs propres législations et politiques en la matière, conformément aux engagements qu'elles ont pris au titre des normes et accords internationalement reconnus.
3. Les parties reconnaissent qu'il n'y a pas lieu d'encourager le commerce ou les investissements en abaissant ou en proposant d'abaisser les niveaux de protection prévus par les législations intérieures en matière d'environnement ou de travail. De même, les parties reconnaissent qu'il n'y a pas lieu de recourir à des lois, politiques et pratiques environnementales ou en matière de travail à des fins de protectionnisme dans ce domaine.
4. Les parties procèdent à des échanges d'informations et d'expériences concernant les actions qu'elles entreprennent pour promouvoir la cohérence des objectifs commerciaux, sociaux et environnementaux et faire en sorte qu'ils se complètent, y compris dans des domaines tels que la responsabilité sociale des entreprises, les biens et services environnementaux, les produits et technologies respectueux du climat et les mécanismes d'assurance de la durabilité, ainsi que sur d'autres aspects énumérés au titre VIII, et elles intensifient leur dialogue et leur coopération sur les questions de développement durable qui peuvent se poser dans le cadre de leurs relations commerciales.

ARTICLE 26

Dialogue avec la société civile

Les parties encouragent le dialogue entre les organisations gouvernementales et non gouvernementales, telles que les syndicats, les employeurs, les associations d'entreprises et les chambres de commerce et d'industrie, en vue de stimuler les échanges et les investissements dans des domaines d'intérêt commun.

ARTICLE 27

Coopération entre entreprises

Les parties encouragent l'établissement de liens renforcés entre les entreprises ainsi qu'entre les pouvoirs publics et les entreprises, grâce à des activités associant ces dernières, notamment dans le contexte du dialogue Asie-Europe ("ASEM").

Cette coopération vise en particulier à améliorer la compétitivité des petites et moyennes entreprises.

ARTICLE 28

Tourisme

Reconnaissant la valeur du tourisme, qui approfondit la compréhension et l'appréciation mutuelles entre les populations de l'Union et de la Nouvelle-Zélande, et les avantages économiques découlant d'un tourisme accru, les parties conviennent de coopérer en vue d'accroître cette activité, dans les deux sens, entre l'Union et la Nouvelle-Zélande.

TITRE V

COOPÉRATION EN MATIÈRE DE JUSTICE, DE LIBERTÉ ET DE SÉCURITÉ

ARTICLE 29

Coopération judiciaire

1. Les parties conviennent de développer leur coopération en matière civile et commerciale, notamment en ce qui concerne la négociation, la ratification et la mise en œuvre de conventions multilatérales relatives à la coopération judiciaire en matière civile et, en particulier, des conventions de la Conférence de La Haye de droit international privé relatives à la coopération judiciaire internationale, au contentieux international et à la protection des enfants.

2. En ce qui concerne la coopération judiciaire en matière pénale, les parties poursuivent leur coopération en matière d'entraide judiciaire sur la base des instruments internationaux dans ce domaine.

Cela peut comprendre, le cas échéant, l'adhésion aux instruments des Nations unies pertinents et leur mise en œuvre. Cela peut également comprendre, le cas échéant, le soutien des instruments du Conseil de l'Europe dans ce domaine, ainsi qu'une coopération entre les autorités néo-zélandaises compétentes et Eurojust.

ARTICLE 30

Coopération des services répressifs

Les parties conviennent de coopérer au niveau de leurs autorités, agences et services de répression respectifs pour porter un coup d'arrêt aux menaces transnationales de la criminalité et du terrorisme communes aux deux parties et y mettre fin. Cette coopération peut revêtir la forme d'une assistance mutuelle dans les enquêtes, d'un partage des techniques d'investigation, d'une formation et d'un enseignement communs du personnel des services de répression et de tout autre type d'activités et d'assistance conjointes à déterminer d'un commun accord entre les parties.

ARTICLE 31

Lutte contre la criminalité organisée et la corruption

1. Les parties réaffirment leur volonté de coopérer à la prévention et à la lutte contre la criminalité transnationale organisée, la délinquance économique et financière, la corruption, la contrefaçon et les opérations illégales en se conformant pleinement à leurs obligations internationales réciproques dans ce domaine, notamment celles qui portent sur une coopération efficace dans le recouvrement d'actifs ou de fonds provenant d'actes de corruption.
2. Les parties encouragent la mise en œuvre de la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée le 15 novembre 2000.
3. Les parties encouragent également la mise en œuvre de la convention des Nations unies contre la corruption, adoptée le 31 octobre 2002, dans le respect des principes de transparence et de participation de la société civile.

ARTICLE 32

Lutte contre les drogues illicites

1. Dans les limites de leurs compétences et de leurs pouvoirs respectifs, les parties coopèrent en vue d'élaborer une approche équilibrée et intégrée concernant les questions liées aux drogues.

2. Les parties coopèrent en vue de démanteler les réseaux criminels transnationaux impliqués dans le trafic de drogue, notamment par l'échange d'informations, la formation ou le partage de bonnes pratiques, y compris de techniques spéciales d'enquête. Un effort particulier est consenti pour empêcher l'infiltration de l'économie légale par les réseaux criminels.

ARTICLE 33

Lutte contre la cybercriminalité

1. Les parties renforcent leur coopération en ce qui concerne la prévention et la lutte contre la criminalité dans les domaines de la haute technologie, du cyberspace et de l'électronique, et contre la diffusion de contenus illégaux, notamment de contenus terroristes ou de matériel pédopornographique, sur l'internet, grâce à un échange d'informations et d'expériences concrètes conformément à leur législation nationale et à leurs obligations internationales en matière de droits de l'homme.

2. Les parties échangent des informations dans les domaines de l'éducation et de la formation d'enquêteurs spécialisés dans la cybercriminalité, de l'enquête sur la cybercriminalité et de la criminalistique numérique.

ARTICLE 34

Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

1. Les parties réaffirment la nécessité de coopérer pour prévenir l'utilisation de leurs systèmes financiers à des fins de blanchiment des produits des activités criminelles quelles qu'elles soient, y compris du trafic de drogues et de la corruption, et pour combattre le financement du terrorisme. Cette coopération s'étend au recouvrement d'actifs ou de fonds provenant d'activités criminelles.

2. Les parties échangent des informations utiles dans le cadre de leur législation respective et mettent en œuvre des mesures appropriées pour lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, conformément aux normes adoptées par les organismes internationaux compétents actifs dans ce domaine, comme le GAFI.

ARTICLE 35

Migration et asile

1. Les parties réaffirment leur engagement à coopérer et à procéder à des échanges de vues dans les domaines de la migration, y compris de l'immigration clandestine, la traite des êtres humains, l'asile, l'intégration, la mobilité et le développement de la main-d'œuvre, les visas, la sécurité des documents, la biométrie et la gestion des frontières.

2. Les parties conviennent de coopérer dans le but de prévenir et de contrôler l'immigration clandestine. À cet effet:

- a) la Nouvelle-Zélande accepte de réadmettre tous ses ressortissants en séjour irrégulier sur le territoire d'un État membre, à la demande de ce dernier et sans autre formalité; et
- b) chaque État membre accepte de réadmettre tous ses ressortissants en séjour irrégulier sur le territoire de la Nouvelle-Zélande, à la demande de cette dernière et sans autre formalité.

Conformément à leurs obligations internationales, y compris dans le cadre de la convention relative à l'aviation civile internationale, signée le 7 décembre 1944, les États membres et la Nouvelle-Zélande fourniront à leurs ressortissants les documents d'identité nécessaires à cette fin.

3. Les parties, à la demande de l'une ou l'autre d'entre elles, étudieront la possibilité de conclure un accord de réadmission entre la Nouvelle-Zélande et l'Union, conformément à l'article 52, paragraphe 1, du présent accord. Ledit accord tiendra compte des dispositions appropriées relatives aux ressortissants de pays tiers et aux apatrides.

ARTICLE 36

Protection consulaire

1. La Nouvelle-Zélande accepte que les autorités diplomatiques et consulaires de tout État membre de l'Union européenne représenté exercent la protection consulaire en Nouvelle-Zélande pour le compte d'autres États membres qui n'ont pas de représentation permanente accessible en Nouvelle-Zélande.

2. L'Union et les États membres acceptent que les autorités diplomatiques et consulaires de la Nouvelle-Zélande puisse exercer la protection consulaire pour le compte d'un pays tiers et qu'un pays tiers puisse exercer la protection consulaire pour le compte de la Nouvelle-Zélande dans l'Union là où la Nouvelle-Zélande ou le pays tiers concerné ne dispose pas de représentation permanente accessible.

3. Les paragraphes 1 et 2 visent à lever toute exigence de notification ou de consentement pouvant par ailleurs s'appliquer.

4. Les parties conviennent de faciliter un dialogue sur les affaires consulaires entre leurs autorités compétentes respectives.

ARTICLE 37

Protection des données à caractère personnel

1. Les parties conviennent de coopérer en vue de faire avancer leurs relations à la suite de la décision de la Commission européenne constatant le niveau de protection adéquat des données à caractère personnel assuré par la Nouvelle-Zélande, et d'assurer un niveau élevé de protection des données à caractère personnel, conformément aux normes et instruments internationaux en la matière, y compris les lignes directrices régissant la protection de la vie privée et les flux transfrontières de données à caractère personnel de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).
2. Cette coopération peut porter, notamment, sur les échanges d'informations et de compétences. Elle peut aussi inclure la coopération entre les instances réglementaires respectives au sein d'organismes tels que le Working Party on Security and Privacy in the Digital Economy de l'OCDE ou le Global Privacy Enforcement Network.

TITRE VI

COOPÉRATION DANS LES DOMAINES DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

ARTICLE 38

Recherche et innovation

1. Les parties conviennent de renforcer leur coopération dans le domaine de la recherche et de l'innovation.

2. Les parties encouragent, développent et facilitent les activités de coopération menées dans le domaine de la recherche et de l'innovation à des fins pacifiques, au soutien ou en complément de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la Communauté européenne et le gouvernement de Nouvelle-Zélande, signé à Bruxelles le 16 juillet 2008.

ARTICLE 39

Société de l'information

1. Reconnaissant que les technologies de l'information et de la communication sont des éléments essentiels de la vie moderne et qu'elles sont d'une importance capitale pour le développement économique et social, les parties conviennent d'échanger leurs vues sur leurs politiques respectives dans ce domaine.

2. La coopération dans ce domaine est axée, entre autres, sur les éléments ci-après:

- a) un échange de vues sur les différents aspects de la société de l'information, en particulier sur le déploiement du haut débit rapide, les politiques et réglementations sur les communications électroniques, notamment le service universel, les licences individuelles et les autorisations générales, la protection de la vie privée et des données à caractère personnel, l'administration en ligne, l'administration transparente, la sécurité de l'internet, de même que l'indépendance et l'efficacité des autorités de régulation;
- b) l'interconnexion et l'interopérabilité des réseaux de recherche, ainsi que des infrastructures et services de calcul et de données scientifiques, y compris dans un cadre régional;

- c) la normalisation, la certification et la diffusion de nouvelles technologies de l'information et de la communication;
- d) les aspects des technologies et des services de l'information et de la communication liés à la sécurité, à la confiance et au respect de la vie privée, notamment la promotion de la sécurité en ligne, la lutte contre l'utilisation abusive des technologies de l'information et de toute forme de médias électroniques et l'échange d'informations; et
- e) un échange de vues sur les mesures visant à remédier au problème des frais d'itinérance internationale.

TITRE VII

COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE L'ÉDUCATION ET DE LA CULTURE,

AINSI QUE DES LIENS INTERPERSONNELS

ARTICLE 40

Éducation et formation

1. Les parties reconnaissent le rôle essentiel joué par l'éducation et la formation dans la croissance durable et la création d'emplois de qualité dans les économies fondées sur la connaissance; elles contribuent notamment à former des citoyens qui, non seulement, sont préparés à participer de manière avertie et effective à la vie démocratique, mais sont également aptes à résoudre les problèmes auxquels ils sont confrontés et à saisir les opportunités qui s'offrent à eux dans le monde globalement connecté du 21^e siècle. Par conséquent, les parties reconnaissent qu'il est de leur intérêt commun de coopérer dans le domaine de l'éducation et de la formation.

2. Conformément à leurs intérêts communs et aux objectifs de leurs politiques éducatives, les parties s'engagent à encourager ensemble des activités de coopération appropriées dans le domaine de l'éducation et de la formation. Cette coopération concernera tous les secteurs éducatifs et pourra consister en:

- a) une coopération en matière de mobilité des individus à des fins d'apprentissage, favorisée par la promotion et la facilitation des échanges d'étudiants, de chercheurs, de membres du personnel universitaire et administratif d'établissements d'enseignement supérieur et d'enseignants;
- b) des projets de coopération communs entre établissements d'enseignement et de formation de l'Union et de Nouvelle-Zélande, en vue de promouvoir l'élaboration de programmes de cours, la mise sur pied de programmes d'études conjoints et de diplômes communs et la mobilité du personnel enseignant et des étudiants;
- c) une coopération, des liens et des partenariats institutionnels visant à renforcer le volet éducatif du triangle de la connaissance et à promouvoir des échanges d'expériences et de savoir-faire; et
- d) un soutien à la réforme des politiques sous la forme d'études, de conférences, de séminaires, de groupes de travail, d'exercices d'étalonnage et d'échanges d'informations et de bonnes pratiques, compte tenu, notamment, des processus de Bologne et de Copenhague et des outils et principes en vigueur qui accroissent la transparence et l'innovation dans le domaine de l'éducation.

ARTICLE 41

Coopération dans les domaines de la culture, de l'audiovisuel et des médias

1. Les parties conviennent de promouvoir une coopération plus étroite dans les secteurs culturels et créatifs, afin de renforcer, entre autres, la compréhension et la connaissance mutuelles de leurs cultures respectives.

2. Les parties s'efforcent de prendre des mesures appropriées pour promouvoir les échanges culturels et réaliser des initiatives communes dans différents domaines culturels, en utilisant les cadres et les instruments de coopération disponibles.
3. Les parties s'attachent à favoriser la mobilité des professionnels de la culture, des œuvres d'art et d'autres biens culturels entre la Nouvelle-Zélande et l'Union et ses États membres.
4. Les parties conviennent d'étudier, par le dialogue politique, toute une série de moyens par lesquels les biens culturels détenus hors de leur pays d'origine peuvent être mis à la disposition des communautés d'origine desdits objets.
5. Les parties encouragent le dialogue interculturel entre les organisations de la société civile ainsi qu'entre les citoyens de chacune d'elles.
6. Les parties conviennent de coopérer, notamment par le dialogue politique, dans les enceintes internationales compétentes, en particulier au sein de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), afin de poursuivre des objectifs communs et de promouvoir la diversité culturelle, notamment en mettant en œuvre la convention de l'Unesco sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.
7. Les parties favorisent, soutiennent et facilitent les échanges, la coopération et le dialogue entre leurs institutions et les professionnels de l'audiovisuel et des médias.

ARTICLE 42

Liens entre les peuples

Reconnaissant l'importance des liens entre les peuples et leur contribution à l'amélioration de la compréhension entre l'Union et la Nouvelle-Zélande, les parties conviennent d'encourager, de promouvoir et d'approfondir ces liens, le cas échéant. Ces liens peuvent comprendre des échanges de fonctionnaires et des stages de courte durée pour les étudiants de troisième cycle.

TITRE VIII

COOPÉRATION EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE, D'ÉNERGIE ET DE TRANSPORTS

ARTICLE 43

Environnement et ressources naturelles

1. Les parties conviennent de coopérer sur les questions environnementales, notamment en ce qui concerne la gestion durable des ressources naturelles. L'objectif de cette coopération est de promouvoir la protection de l'environnement et d'intégrer les considérations environnementales dans les secteurs de la coopération qui s'y rapportent, y compris dans un contexte international et régional.

2. Les parties conviennent que la coopération peut prendre diverses formes comme le dialogue, des ateliers, des séminaires, des conférences, des programmes et des projets collaboratifs, le partage d'informations telles que des bonnes pratiques ou des échanges d'experts, y compris au niveau bilatéral ou multilatéral. Les thèmes et les objectifs de la coopération seront définis conjointement, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 44

Amélioration, protection et réglementation en matière de santé

1. Les parties conviennent de renforcer leur coopération dans le domaine de la santé, notamment dans le contexte de la mondialisation et de l'évolution démographique. Elles déploient des efforts pour encourager la coopération et l'échange d'informations et d'expériences portant sur:

- a) la protection de la santé;
- b) la surveillance des maladies transmissibles (telles que la grippe et les accès de maladies aiguës) et d'autres activités relevant du champ d'application du règlement sanitaire international (2005), y compris les actions de préparation aux grandes menaces transfrontières, notamment la planification de la préparation et l'évaluation des risques;
- c) la coopération en matière de normes, et l'évaluation de la conformité visant à gérer la réglementation et les risques relatifs aux produits (notamment les produits pharmaceutiques et les dispositifs médicaux);

- d) les questions relatives à la mise en œuvre de la convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour la lutte antitabac; et
- e) les questions relatives à la mise en œuvre du code de pratique mondial de l'OMS pour le recrutement international des personnels de santé.

2. Les parties réaffirment leur engagement à respecter, promouvoir et mettre en œuvre efficacement, selon le cas, les pratiques et les normes reconnues au niveau international en matière de santé.

3. Leur coopération peut revêtir, entre autres, les formes suivantes: des programmes et des projets spécifiques, convenus d'un commun accord, un dialogue, une coopération et des initiatives sur des sujets d'intérêt commun au niveau bilatéral ou multilatéral.

ARTICLE 45

Changement climatique

1. Les parties reconnaissent que le changement climatique constitue un problème mondial qui requiert d'urgence une action collective qui soit cohérente avec l'objectif global de maintenir en-deçà de deux degrés Celsius l'élévation de la température moyenne mondiale par rapport aux niveaux pré-industriels. Dans les limites de leurs compétences respectives, et sans préjudice des discussions menées dans d'autres enceintes, les parties conviennent de coopérer dans des domaines d'intérêt commun, notamment, mais pas exclusivement, en ce qui concerne:

- a) la transition vers des économies à faibles émissions de gaz à effet de serre grâce à l'adoption de stratégies et de mesures d'atténuation appropriées au niveau national, y compris des stratégies pour une croissance verte;

- b) la conception, la mise en œuvre et l'utilisation de mécanismes fondés sur le marché, en particulier le mécanisme d'échange de droits d'émission de carbone;
- c) les instruments de financement des secteurs public et privé dans le cadre de l'action pour le climat;
- d) la recherche, le développement et l'utilisation de technologies à faibles émissions de gaz à effet de serre; et
- e) la surveillance des gaz à effet de serre et l'analyse de leurs effets, notamment l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies d'adaptation, le cas échéant.

2. Les deux parties conviennent de coopérer plus avant en ce qui concerne les avancées enregistrées au niveau international dans ce domaine, en particulier sur la voie de l'adoption d'un nouvel accord international post-2020 au titre de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, ainsi qu'en ce qui concerne les initiatives de coopération complémentaires qui pourraient contribuer à combler avant 2020 le retard pris en matière d'atténuation.

ARTICLE 46

Gestion des risques de catastrophes et protection civile

Les parties reconnaissent la nécessité de gérer les risques de catastrophes tant naturelles que d'origine humaine, aux niveaux national et mondial. Les parties affirment leur volonté commune d'améliorer à cet égard les mesures de prévention, d'atténuation, de préparation, de réaction et de redressement afin d'accroître la résilience de leurs sociétés et de leurs infrastructures, et de coopérer, s'il y a lieu, au niveau politique, tant bilatéral que multilatéral, pour progresser dans la réalisation des objectifs de gestion des risques de catastrophes au niveau mondial.

ARTICLE 47

Énergie

Les parties reconnaissent l'importance du secteur de l'énergie, et le rôle d'un marché de l'énergie qui fonctionne correctement. Les parties reconnaissent l'importance de l'énergie pour le développement durable et la croissance économique et sa contribution à la réalisation des objectifs de développement adoptés au niveau international, ainsi que l'importance de la coopération pour relever les défis mondiaux en matière d'environnement, notamment le changement climatique. Les parties s'efforcent, dans les limites de leurs compétences respectives, de renforcer la coopération dans ce domaine en vue:

- a) d'élaborer des politiques visant à accroître la sécurité énergétique;
- b) d'encourager le commerce de l'énergie et les investissements dans le secteur de l'énergie au niveau mondial;
- c) d'améliorer la compétitivité;
- d) d'améliorer le fonctionnement des marchés mondiaux de l'énergie;
- e) d'échanger des informations et des expériences en ce qui concerne leurs politiques dans le cadre des enceintes multilatérales existantes dans le secteur de l'énergie;
- f) de promouvoir l'utilisation de sources d'énergie renouvelable ainsi que le développement et l'adoption de technologies énergétiques propres, diversifiées et durables, y compris de technologies liées aux énergies renouvelables et aux énergies à faible intensité d'émissions;
- g) de parvenir à une utilisation rationnelle de l'énergie par des contributions du côté tant de l'offre que de la demande, en encourageant l'efficacité énergétique lors de la production, du transport et de la distribution de l'énergie ainsi que lors de son utilisation finale;

- h) de mettre en œuvre leurs engagements internationaux respectifs visant à rationaliser et à éliminer à moyen terme les subventions inefficaces aux combustibles fossiles qui favorisent le gaspillage; et
- i) de partager les bonnes pratiques en matière d'exploration et de production d'énergie.

ARTICLE 48

Transports

1. Les parties coopèrent dans tous les secteurs appropriés de la politique des transports, y compris en matière de politique intégrée des transports, en vue d'améliorer la circulation des marchandises et des passagers, de promouvoir la sûreté et la sécurité maritimes et aériennes ainsi que la protection de l'environnement et d'augmenter l'efficacité de leurs systèmes de transport.
2. La coopération et le dialogue entre les parties dans ce domaine devraient viser à favoriser:
 - a) l'échange d'informations sur leurs politiques et pratiques respectives;
 - b) le renforcement des relations dans le domaine de l'aviation entre l'Union et la Nouvelle-Zélande en vue:
 - (i) d'améliorer l'accès au marché, les perspectives d'investissement et la libéralisation des clauses de propriété et de contrôle relatives aux transporteurs aériens dans les accords sur les services aériens conformément aux politiques nationales;

- (ii) d'élargir et d'approfondir la coopération en matière de réglementation en ce qui concerne la sûreté et la sécurité aériennes et la régulation économique du secteur du transport aérien; et
 - (iii) de soutenir la convergence réglementaire et la suppression des obstacles à l'activité économique, ainsi que la coopération en matière de gestion du trafic aérien;
- c) la réalisation des objectifs d'un accès sans restriction aux marchés maritimes internationaux et d'échanges fondés sur le principe d'une concurrence loyale sur une base commerciale; et
 - d) la reconnaissance mutuelle des permis de conduire pour véhicules terrestres à moteur.

ARTICLE 49

Agriculture, développement rural et sylviculture

1. Les parties conviennent d'encourager la coopération et le dialogue en matière d'agriculture, de développement rural et de sylviculture.
2. Les domaines dans lesquels des mesures pourraient être envisagées englobent, sans toutefois s'y limiter, la politique agricole, la politique de développement rural, la structure des secteurs d'activités à terre et les indications géographiques.
3. Les parties conviennent de coopérer, aux niveaux national et international, dans le domaine de la gestion durable des forêts et des politiques et règlements y afférents, notamment des mesures visant à lutter contre l'exploitation illégale des forêts et le commerce qui y est associé, ainsi que de la promotion de la bonne gouvernance forestière.

ARTICLE 50

Pêche et affaires maritimes

1. Les parties intensifient le dialogue et la coopération sur les questions d'intérêt commun dans les domaines de la pêche et des affaires maritimes. Elles s'efforcent de promouvoir la conservation à long terme et la gestion durable des ressources marines vivantes, la prévention et la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée ("pêche INN") et la mise en œuvre d'une approche écosystémique de la gestion des pêches.
2. Les parties peuvent coopérer et échanger des informations en ce qui concerne la conservation des ressources marines vivantes par l'intermédiaire des organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) et dans les enceintes multilatérales (les Nations unies, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture). À cette fin, les parties coopèrent plus particulièrement afin:
 - a) d'assurer, grâce à la gestion efficace par la Commission des pêches pour le Pacifique occidental et central, et en se fondant sur les meilleures informations scientifiques disponibles, la conservation à long terme et l'utilisation durable des stocks de poissons grands migrateurs sur l'ensemble de leurs parcours migratoires dans l'océan Pacifique occidental et central, y compris en reconnaissant pleinement, conformément aux conventions des Nations unies et aux autres instruments internationaux applicables en la matière, les besoins spécifiques des petits États et territoires insulaires en développement, ainsi que de veiller à la transparence des processus décisionnels;
 - b) de garantir la conservation et l'utilisation rationnelle des ressources marines vivantes relevant de la compétence de la Commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique, et notamment de s'efforcer de lutter contre les activités de pêche INN dans la zone d'application de la convention sur la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique;

- c) d'assurer l'adoption et la mise en œuvre de mesures de conservation et de gestion efficaces pour les stocks halieutiques relevant de la compétence des ORGP du Pacifique Sud; et
 - d) de faciliter l'adhésion aux ORGP lorsqu'une partie en est membre et que l'autre partie est en voie d'adhésion.
3. Les parties coopèrent afin de promouvoir une approche intégrée des affaires maritimes au niveau international.
4. Les parties organisent régulièrement un dialogue bisannuel au niveau des hauts fonctionnaires, afin de renforcer le dialogue et la coopération, ainsi que de procéder à un échange d'informations et d'expériences dans le domaine de la politique de la pêche et des affaires maritimes.

ARTICLE 51

Emploi et affaires sociales

1. Les parties conviennent de renforcer leur coopération dans le domaine de l'emploi et des affaires sociales, notamment dans le contexte de la dimension sociale de la mondialisation et de l'évolution démographique. Elles s'efforcent d'encourager la coopération et l'échange d'informations et d'expériences sur des questions ayant trait à l'emploi et au travail. Les domaines de coopération peuvent couvrir la politique de l'emploi, le droit du travail, l'égalité hommes-femmes, la non-discrimination en matière d'emploi, l'inclusion sociale, la sécurité sociale et les politiques de protection sociale, les relations de travail, le dialogue social, le développement des compétences tout au long de la vie, l'emploi des jeunes, la santé et la sécurité sur le lieu de travail, la responsabilité sociale des entreprises et le travail décent.

2. Les parties réaffirment la nécessité de soutenir un processus de mondialisation qui profite à tous et de promouvoir un plein-emploi productif ainsi qu'un travail décent en tant qu'éléments essentiels du développement durable et de la réduction de la pauvreté. Dans ce contexte, les parties rappellent la déclaration de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur la justice sociale pour une mondialisation équitable.

3. Les parties réaffirment leur volonté de respecter, promouvoir et mettre en œuvre concrètement les principes et les droits liés au travail reconnus au niveau international, définis notamment dans la déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail.

4. Leur coopération peut revêtir, entre autres, les formes suivantes: des programmes et des projets spécifiques, convenus d'un commun accord, ainsi qu'un dialogue, une coopération et des initiatives sur des sujets d'intérêt commun au niveau bilatéral ou multilatéral.

TITRE IX

CADRE INSTITUTIONNEL

ARTICLE 52

Autres accords ou arrangements

1. Les parties peuvent compléter le présent accord par la conclusion d'accords ou d'arrangements spécifiques dans tout domaine de coopération relevant de son champ d'application. De tels accords et arrangements spécifiques conclus après la signature du présent accord font partie intégrante des relations bilatérales générales régies par le présent accord et font partie d'un cadre institutionnel commun. Les accords et arrangements existants entre les parties ne font pas partie du cadre institutionnel commun.

2. Aucune disposition du présent accord n'affecte l'interprétation ou l'application des autres accords conclus entre les parties, y compris ceux visés au paragraphe 1, ni n'y porte préjudice. En particulier, les dispositions du présent accord ne remplacent ni n'affectent en aucune manière les dispositions relatives au règlement des différends ou à la dénonciation figurant dans d'autres accords conclus entre les parties.

ARTICLE 53

Comité mixte

1. Les parties instituent un comité mixte composé de représentants des parties.
2. Des consultations se tiennent dans le cadre du comité mixte pour faciliter la mise en œuvre et pour promouvoir la réalisation des objectifs généraux du présent accord ainsi que pour maintenir une cohérence globale dans les relations entre l'Union et la Nouvelle-Zélande.
3. Le comité mixte a pour fonctions:
 - a) de promouvoir la mise en œuvre effective du présent accord;
 - b) de suivre le développement de l'ensemble des relations que les parties entretiennent;
 - c) de demander, selon le cas, des informations à des comités ou d'autres instances établis en vertu d'autres accords spécifiques conclus entre les parties et relevant du cadre institutionnel commun conformément à l'article 52, paragraphe 1, et d'examiner tous les rapports qu'ils lui soumettent;

- d) d'échanger des points de vue et de faire des suggestions sur tout sujet présentant un intérêt commun, notamment les actions futures et les ressources disponibles pour les réaliser;
- e) de définir les priorités au regard des objectifs du présent accord;
- f) de rechercher les moyens propres à prévenir les difficultés qui pourraient surgir dans les domaines couverts par le présent accord;
- g) de s'efforcer de résoudre tout différend suscité par l'application ou l'interprétation du présent accord;
- h) d'examiner les informations présentées par l'une des parties en conformité avec l'article 54; et
- i) de formuler des recommandations et d'adopter des décisions nécessaires à la mise en œuvre de certains aspects du présent accord, le cas échéant.

4. Le comité mixte fonctionne par consensus. Il adopte son propre règlement intérieur. Il peut créer des sous-comités et des groupes de travail pour traiter de questions particulières.

5. Le comité mixte se réunit généralement une fois par an, alternativement dans l'Union et en Nouvelle-Zélande, sauf si les parties en décident autrement. Des réunions extraordinaires du comité mixte sont convoquées à la demande de l'une ou l'autre des parties. Le comité mixte est coprésidé par les deux parties. Il se réunit normalement au niveau des hauts fonctionnaires.

ARTICLE 54

Modalités de mise en œuvre et de règlement des différends

1. Les parties prennent toute mesure générale ou particulière nécessaire à l'accomplissement de leurs obligations en vertu du présent accord.
2. Sans préjudice de la procédure décrite aux paragraphes 3 à 8 du présent article, tout différend portant sur l'interprétation ou l'application du présent accord est réglé exclusivement par voie de consultation entre les parties au sein du comité mixte. Les parties présentent au comité mixte les informations pertinentes nécessaires à un examen approfondi de la question soumise, en vue de la résolution du différend.
3. Réaffirmant leur engagement, ferme et partagé, en faveur des droits de l'homme et de la non-prolifération, les parties conviennent que si l'une des parties estime que l'autre partie a commis une violation particulièrement grave et substantielle de toute obligation décrite à l'article 2, paragraphe 1, et à l'article 8, paragraphe 1, en tant qu'élément essentiel, qui constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales telle qu'une réaction immédiate s'impose, elle en informe immédiatement l'autre partie et lui indique la ou les mesures appropriées qu'elle a l'intention de prendre au titre du présent accord. La partie notifiante informe le comité mixte de la nécessité de tenir des consultations urgentes sur la question.
4. En outre, la violation particulièrement grave et substantielle des éléments essentiels pourrait servir de fondement à l'adoption de mesures appropriées en vertu du cadre institutionnel commun visé à l'article 52, paragraphe 1.

5. Le comité mixte constitue un lieu de dialogue, et les parties s'efforcent de mettre tout en œuvre pour trouver une solution à l'amiable au cas, peu probable, où la situation décrite au paragraphe 3 se produirait. Lorsque le comité mixte n'est pas en mesure de contribuer à l'obtention d'une solution mutuellement acceptable dans un délai de 15 jours à compter du début des consultations, et au plus tard dans les 30 jours à compter de la date de la notification visée au paragraphe 3, la question est soumise pour consultation au niveau ministériel, pour un nouveau délai de 15 jours.

6. Si aucune solution mutuellement acceptable n'est trouvée dans un délai de 15 jours à compter du début des consultations au niveau ministériel, et au plus tard 45 jours à compter de la date de notification, la partie notifiante peut décider de prendre les mesures appropriées notifiées conformément au paragraphe 3. Dans le cas de l'Union, la décision de suspension requerrait l'approbation unanime de tous les États membres. Dans le cas de la Nouvelle-Zélande, la décision de suspension serait prise par le gouvernement de Nouvelle-Zélande conformément à ses lois et règlements.

7. Aux fins du présent article, on entend par "mesures appropriées" la suspension en totalité ou en partie ou la dénonciation du présent accord ou, le cas échéant, d'un autre accord spécifique faisant partie du cadre institutionnel commun visé à l'article 52, paragraphe 1, conformément aux dispositions applicables de cet accord. Les mesures appropriées prises par une partie pour suspendre partiellement le présent accord ne s'appliquent qu'aux dispositions relevant des titres I à VIII. Il convient de choisir en priorité les mesures qui nuisent le moins aux relations entre les parties. Ces mesures, qui relèvent de l'article 52, paragraphe 2, sont proportionnées à la violation des obligations découlant du présent accord et conformes au droit international.

8. Les parties assurent un suivi permanent de l'évolution de la situation qui a donné lieu aux mesures au titre du présent article. La partie qui prend les mesures appropriées lève celles-ci dès qu'elles n'ont plus lieu d'être et, en tout état de cause, dès que les circonstances qui ont donné lieu à leur mise en œuvre ont cessé d'exister.

TITRE X

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 55

Définitions

Aux fins du présent accord, on entend par "parties" l'Union ou ses États membres, ou l'Union et ses États membres, selon leurs compétences respectives, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part.

ARTICLE 56

Divulgence d'informations

1. Aucune disposition du présent accord ne porte atteinte aux dispositions législatives et réglementaires nationales ou aux actes de l'Union concernant l'accès du public aux documents officiels.

2. Aucune disposition du présent accord ne doit être interprétée de manière à exiger d'une partie qu'elle révèle des informations dont elle considère la divulgation contraire à ses intérêts essentiels en matière de sécurité.

ARTICLE 57

Modifications

Le présent accord peut être modifié par un accord écrit conclu entre les parties. Les modifications entrent en vigueur à la date ou aux dates qui ont été convenues par les parties.

ARTICLE 58

Entrée en vigueur, durée et notification

1. Le présent accord entre en vigueur le trentième jour après la date à laquelle les parties se sont mutuellement notifié l'achèvement de leurs procédures juridiques respectives nécessaires à cet effet.
2. Nonobstant le paragraphe 1, la Nouvelle-Zélande et l'Union peuvent appliquer provisoirement certaines dispositions du présent accord fixées d'un commun accord, dans l'attente de son entrée en vigueur. Cette application provisoire débute le trentième jour après la date à laquelle tant la Nouvelle-Zélande que l'Union se sont mutuellement notifié l'achèvement de leurs procédures internes respectives nécessaires à cet effet.

3. Le présent accord est conclu pour une durée illimitée. Chaque partie peut notifier par écrit à l'autre partie son intention de le dénoncer. La dénonciation prend effet six mois après la date de la notification à l'autre partie.

4. Les notifications faites conformément au présent article sont adressées au secrétariat général du Conseil de l'Union européenne et au ministère des affaires étrangères et du commerce de Nouvelle-Zélande.

ARTICLE 59

Application territoriale

Le présent accord s'applique, d'une part, aux territoires auxquels s'appliquent le traité sur l'Union européenne et le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, dans les conditions qui y sont fixées, et, d'autre part, au territoire de la Nouvelle-Zélande, à l'exception des Tokélaou.

ARTICLE 60

Textes faisant foi

Le présent accord est rédigé en double exemplaire en langues allemande, anglaise, bulgare, croate, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, roumaine, slovaque, slovène, suédoise et tchèque, tous les textes faisant également foi. En cas de divergence entre les textes du présent accord, les parties saisissent le comité mixte.

Съставено в Брюксел на пети октомври през две хиляди и шестнадесета година.

Hecho en Bruselas, el cinco de octubre de dos mil dieciséis.

V Bruselu dne pátého října dva tisíce šestnáct.

Udfærdiget i Bruxelles den femte oktober to tusind og seksten.

Geschehen zu Brüssel am fünften Oktober zweitausendsechzehn.

Kahe tuhande kuueteistkümnenda aasta oktoobrikuu viiendal päeval Brüsselis.

Έγινε στις Βρυξέλλες, στις πέντε Οκτωβρίου δύο χιλιάδες δεκαέξι.

Done at Brussels on the fifth day of October in the year two thousand and sixteen.

Fait à Bruxelles, le cinq octobre deux mille seize.

Sastavljeno u Bruxellesu petog listopada godine dvije tisuće šesnaeste.

Fatto a Bruxelles, addì cinque ottobre duemilasedici.

Briselē, divi tūkstoši sešpadsmitā gada piektajā oktobrī.

Priimta du tūkstančiai šešioliktą metų spalio penktą dieną Briuselyje.

Kelt Brüsszelben, a kétézer-tizenhatodik év október havának ötödik napján.

Magħmul fi Brussell, fil-ħames jum ta' Ottubru fis-sena elfejn u sittax.

Gedaan te Brussel, vijf oktober tweeduizend zestien.

Sporządzono w Brukseli dnia piątego października roku dwa tysiące szesnastego.

Feito em Bruxelas, em cinco de outubro de dois mil e dezasseis.

Întocmit la Bruxelles la cinci octombrie două mii șaisprezece.

V Bruseli piateho októbra dvetisícšestnást'.

V Bruslju, dne petega oktobra leta dva tisoč šestnajst.

Tehty Brysselissä viidentenä päivänä lokakuuta vuonna kaksituhattakuusitoista.

Som skedde i Bryssel den femte oktober år tjugohundrasexton.

[Handwritten signature]

SECRETARIE GÉNÉRALE
Ministère de l'Énergie
Ottawa, Ontario
K1P 8X6

8 / MARS 2017

PARTNERSCHAPSOVEREENKOMST
OP HET GEBIED VAN BETREKKINGEN EN SAMENWERKING
TUSSEN DE EUROPESE UNIE
EN HAAR LIDSTATEN, ENERZIJD,
EN NIEUW-ZEELAND, ANDERZIJD

De EUROPESE UNIE, hierna "de Unie" genoemd,

en

HET KONINKRIJK BELGIË,

DE REPUBLIEK BULGARIJE,

DE TSJECHISCHE REPUBLIEK,

HET KONINKRIJK DENEMARKEN,

DE BONDSREPUBLIEK DUITSLAND,

DE REPUBLIEK ESTLAND,

IERLAND,

DE HELLEENSE REPUBLIEK,

HET KONINKRIJK SPANJE,

DE FRANSE REPUBLIEK,

DE REPUBLIEK KROATIË,

DE ITALIAANSE REPUBLIEK,

DE REPUBLIEK CYPRUS,

DE REPUBLIEK LETLAND,

DE REPUBLIEK LITOUWEN,

HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG,

HONGARIJE,

DE REPUBLIEK MALTA,

HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN,

DE REPUBLIEK OOSTENRIJK,

DE REPUBLIEK POLEN,

DE PORTUGESE REPUBLIEK,

ROEMENIË,

DE REPUBLIEK SLOVENIË,

DE SLOWAAKSE REPUBLIEK,

DE REPUBLIEK FINLAND,

HET KONINKRIJK ZWEDEN,

HET VERENIGD KONINKRIJK VAN GROOT-BRITTANNIË EN NOORD-IERLAND,

lidstaten van de Europese Unie, hierna "de lidstaten" genoemd,

enerzijds, en

NIEUW-ZEELAND,

anderzijds,

hierna "de partijen" genoemd,

OVERWEGENDE hun gedeelde waarden en hun nauwe historische, politieke, economische en culturele banden,

VERHEUGD over de vooruitgang die is gemaakt bij de ontwikkeling van de onderlinge betrekkingen tot beider voordeel sinds de goedkeuring van de gemeenschappelijke verklaring betreffende de onderlinge betrekkingen en samenwerking tussen de Europese Unie en Nieuw-Zeeland van 21 september 2007,

OPNIEUW BEVESTIGEND dat zij zich engageren voor de doelstellingen en beginselen van het Handvest van de Verenigde Naties (het VN-Verdrag) en het versterken van de rol van de Verenigde Naties (VN),

OPNIEUW BEVESTIGEND dat zij sterk gehecht zijn aan de democratische beginselen en de rechten van de mens, vastgelegd in de Universele Verklaring van de rechten van de mens en andere toepasselijke internationale mensenrechteninstrumenten, alsmede aan de beginselen van de rechtsstaat en goed bestuur,

ERKENNEND dat de Nieuw-Zeelandse regering bijzonder gehecht is aan de beginselen van het Verdrag van Waitangi,

BEKLEMTONEND de alomvattende aard van hun betrekkingen en het belang van een coherent kader ter bevordering van de ontwikkeling van deze betrekkingen,

UITDRUKKING GEVEND aan hun gezamenlijke wil om de betrekkingen om te smeden tot een versterkt partnerschap,

BEVESTIGEND hun wens om de onderlinge politieke dialoog en samenwerking te intensiveren en te ontwikkelen,

VASTBESLOTEN de samenwerking op gebieden van wederzijds belang op bilateraal, regionaal en mondiaal niveau en tot wederzijds voordeel te consolideren, te verdiepen en te diversifiëren,

ERKENNEND dat er behoefte is aan meer samenwerking op het gebied van recht, vrijheid en veiligheid,

OVERWEGENDE dat zij duurzame ontwikkeling in economisch, sociaal en ecologisch opzicht wensen te bevorderen,

VOORTS ERKENNEND dat zij beiden belang hebben bij het bevorderen van wederzijds begrip en sterke persoonlijke contacten, onder meer door toerisme, onderlinge regelingen om jongeren de mogelijkheid te geven andere landen te bezoeken en er te werken of studeren, en door andere korte bezoeken,

OPNIEUW BEVESTIGEND dat zij vastbesloten zijn de economische groei, de mondiale economische governance, de financiële stabiliteit en een doelmatig multilateralisme te bevorderen,

OPNIEUW BEVESTIGEND dat zij vastbesloten zijn samen te werken ter bevordering van internationale vrede en veiligheid,

VOORTBOUWEND op de overeenkomsten tussen de EU en Nieuw-Zeeland, met name inzake crisisbeheersing, wetenschap en technologie, luchtdiensten, conformiteitsbeoordelingsprocedures en sanitaire maatregelen,

WIJZEND op het feit dat, als de partijen in het kader van deze overeenkomst specifieke overeenkomsten sluiten op het gebied van vrijheid, veiligheid en recht, die door de Unie zouden worden gesloten krachtens titel V van het derde deel van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, de bepalingen van dergelijke toekomstige overeenkomsten niet bindend zijn voor het Verenigd Koninkrijk en/of Ierland, tenzij de Europese Unie, samen met het Verenigd Koninkrijk en/of Ierland wat betreft hun respectieve bilaterale betrekkingen, Nieuw-Zeeland ervan in kennis heeft gesteld dat het Verenigd Koninkrijk en/of Ierland gebonden zijn door dergelijke overeenkomsten als deel van de Unie, overeenkomstig Protocol nr. 21 betreffende de positie van het Verenigd Koninkrijk en Ierland ten aanzien van de ruimte van vrijheid, veiligheid en recht, dat aan het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie is gehecht. Evenzo zijn latere interne maatregelen van de Unie die met het oog op de uitvoering van deze overeenkomst krachtens voornoemde titel V worden genomen, niet bindend voor het Verenigd Koninkrijk en/of Ierland, tenzij deze laatsten hun wens te kennen hebben gegeven deel te nemen aan deze maatregelen of deze te aanvaarden overeenkomstig Protocol nr. 21. Voorts wijzende op het feit dat dergelijke toekomstige overeenkomsten of dergelijke latere interne maatregelen van de Unie zouden komen te vallen onder Protocol nr. 22 betreffende de positie van Denemarken dat gehecht is aan voornoemde Verdragen,

ZIJN HET VOLGENDE OVEREENGESKOMEN:

TITEL I

ALGEMENE BEPALINGEN

ARTIKEL 1

Doel van de overeenkomst

Het doel van deze overeenkomst is een versterkt partnerschap tussen de partijen tot stand te brengen en nauwer en intensiever samen te werken inzake aangelegenheden van gemeenschappelijk belang, waarin de gedeelde waarden en gemeenschappelijke beginselen worden weerspiegeld, onder meer door het intensiveren van een dialoog op hoog niveau.

ARTIKEL 2

Grondslag van de samenwerking

1. De partijen bevestigen opnieuw hun gehechtheid aan de democratische beginselen, de mensenrechten, de fundamentele vrijheden, de rechtsstaat en goed bestuur.

De eerbiediging van de democratische beginselen, de mensenrechten en de fundamentele vrijheden, zoals deze zijn vastgelegd in de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens en andere toepasselijke internationale mensenrechteninstrumenten en van het beginsel van de rechtsstaat, ligt ten grondslag aan het binnenlandse en het buitenlandse beleid van de partijen en is een essentieel onderdeel van deze overeenkomst.

2. De partijen bevestigen opnieuw hun steun voor het VN-Handvest en de gedeelde waarden die daarin hun uitdrukking vinden.
3. De partijen bevestigen opnieuw dat zij zich ervoor inzetten duurzame ontwikkeling en groei op alle vlakken te stimuleren, bij te dragen tot de verwezenlijking van internationaal overeengekomen ontwikkelingsdoelstellingen en samen te werken om wereldwijde milieuproblemen, in het bijzonder klimaatverandering, aan te pakken.
4. De partijen onderstrepen hun beider gehechtheid aan de alomvattende aard van hun bilaterale betrekkingen en verplichten zich ertoe deze betrekkingen te verruimen en te verdiepen, onder meer door het sluiten van specifieke overeenkomsten of regelingen.
5. De tenuitvoerlegging van deze overeenkomst is gebaseerd op de beginselen van dialoog, wederzijds respect, gelijkwaardig partnerschap, consensus en de eerbiediging van het internationaal recht.

ARTIKEL 3

Dialogoog

1. De partijen komen overeen hun regelmatige dialoog te intensiveren op alle gebieden die onder deze overeenkomst vallen, met het oog op de naleving van het doel van de overeenkomst.
2. De dialoog tussen de partijen wordt gevoerd door middel van contacten, uitwisselingen en overleg op alle niveaus, met name in de vorm van:
 - a) regelmatige vergaderingen op het niveau van staatshoofden en regeringsleiders, wanneer de partijen dat noodzakelijk achten;

- b) overleg en bezoeken op ministerniveau, waarvan het tijdstip en de plaats door de partijen worden bepaald;
- c) overleg op het niveau van de ministers van Buitenlandse Zaken, dat regelmatig, indien mogelijk jaarlijks, zal plaatsvinden;
- d) vergaderingen van ambtenaren op hoog niveau voor overleg over vraagstukken van wederzijds belang of briefings en samenwerking inzake belangrijke nationale of internationale ontwikkelingen;
- e) sectorale dialogen over aangelegenheden van gemeenschappelijk belang; en
- f) wederzijdse bezoeken van delegaties van het Europees Parlement en het Nieuw-Zeelandse parlement.

ARTIKEL 4

Samenwerking in regionale en internationale organisaties

De partijen verbinden zich ertoe samen te werken door van gedachten te wisselen over politieke vraagstukken van wederzijds belang, en, in voorkomend geval, het uitwisselen van informatie over standpunten in regionale en internationale fora en organisaties.

TITEL II

POLITIEKE DIALOOG EN SAMENWERKING INZAKE BUITENLANDS BELEID EN VEILIGHEID

ARTIKEL 5

Politieke dialoog

De partijen komen overeen hun regelmatige politieke dialoog op alle niveaus te intensiveren, vooral met het oog op de bespreking van aangelegenheden van gemeenschappelijk belang die onder deze titel vallen en de versterking van hun gemeenschappelijke aanpak van internationale kwesties. De partijen komen overeen dat voor de toepassing van deze titel onder het begrip "politieke dialoog" wordt verstaan: uitwisselingen en overleg, formeel of informeel, op alle niveaus van de overheid.

ARTIKEL 6

Engagement voor de democratische beginselen, de mensenrechten en de rechtsstaat

Om het gedeelde engagement voor de democratische beginselen, de mensenrechten en de rechtsstaat te bevorderen, komen de partijen overeen:

- a) essentiële beginselen op het gebied van de democratische waarden, de mensenrechten en de rechtsstaat te bevorderen, ook op internationale fora; en

- b) samen te werken, en waar passend hun acties onderling te coördineren, om praktische stappen te zetten voor de bevordering van de democratische beginselen, de mensenrechten en de rechtsstaat, ook in derde landen.

ARTIKEL 7

Crisisbeheer

De partijen bevestigen opnieuw hun verbintenis tot bevordering van de internationale vrede en veiligheid, onder andere in het kader van de op 18 april 2012 in Brussel ondertekende overeenkomst tussen de Europese Unie en Nieuw-Zeeland tot vaststelling van een kader voor de deelname van Nieuw-Zeeland aan crisisbeheersingsoperaties van de Europese Unie.

ARTIKEL 8

Bestrijding van de verspreiding van massavernietigingswapens

1. De partijen zijn van oordeel dat de verspreiding van massavernietigingswapens en overbrengingsmiddelen daarvoor, onder zowel staten als niet-statelijke actoren, een van de ernstigste bedreigingen voor de internationale vrede en veiligheid vormt. De partijen bevestigen opnieuw dat zij hun bestaande verplichtingen op grond van de internationale ontwapenings- en non-proliferatieverdragen en -overeenkomsten en andere relevante internationale verplichtingen op nationaal niveau volledig zullen naleven en toepassen. De partijen komen overeen samen te werken en bij te dragen aan de strijd tegen de verspreiding van massavernietigingswapens en de overbrengingsmiddelen daarvoor. De partijen komen overeen dat deze bepaling een essentieel element van deze overeenkomst vormt.

2. De partijen komen bovendien overeen samen te werken en bij te dragen aan de strijd tegen massavernietigingswapens en de overbrengingsmiddelen daarvoor, door:

- a) maatregelen te nemen, gericht op ondertekening of ratificatie van, of toetreding tot alle andere internationale instrumenten ter zake, naar gelang van het geval, en op de volledige tenuitvoerlegging daarvan;
- b) een effectief systeem van nationale uitvoercontroles in stand te houden om de uitvoer en doorvoer te controleren van goederen die betrekking hebben op massavernietigingswapens, met inbegrip van een controle op eindgebruik als massavernietigingswapen van technologieën voor tweërlei gebruik, alsmede effectieve sancties op overtreding van de uitvoercontroles.

3. De partijen komen overeen een regelmatige politieke dialoog over deze onderwerpen tot stand te brengen.

ARTIKEL 9

Handvuurwapens en lichte wapens

1. De partijen erkennen dat de illegale productie en overdracht van en de illegale handel in handvuurwapens en lichte wapens en munitie daarvoor, alsmede de buitensporige accumulatie, slecht beheer, inadequaat beveiligde voorraden en ongecontroleerde verspreiding ervan een ernstige bedreiging voor de vrede en de internationale veiligheid blijven vormen.

2. De partijen bevestigen opnieuw dat zij hun verplichtingen met betrekking tot de aanpak van alle aspecten van de illegale handel in handvuurwapens en lichte wapens zullen nakomen en volledig ten uitvoer leggen, overeenkomstig de bestaande internationale verdragen en de resoluties van de VN-Veiligheidsraad, evenals hun verbintenissen in het kader van andere internationale instrumenten op dit gebied, zoals het VN-actieprogramma ter voorkoming, bestrijding en uitbanning van de illegale handel in handvuurwapens en lichte wapens in al zijn aspecten.

3. De partijen verbinden zich ertoe samen te werken en voor coördinatie en complementariteit te zorgen bij het aanpakken van de illegale handel in handvuurwapens en lichte wapens en munitie daarvoor, op mondiaal, regionaal, subregionaal en nationaal niveau, en komen overeen een regelmatige politieke dialoog over deze onderwerpen tot stand te brengen.

ARTIKEL 10

Internationaal Strafhof

1. De partijen bevestigen opnieuw dat de ernstigste misdaden die de gehele internationale gemeenschap aangaan, niet ongestraft mogen blijven en dat de vervolging ervan moet worden gewaarborgd door maatregelen op intern en internationaal niveau, onder meer in het Internationaal Strafhof.

2. De partijen bevorderen het versterken van vrede en internationale gerechtigheid en bevestigen hun vastberadenheid om:

- a) maatregelen te nemen voor de uitvoering van het Statuut van Rome inzake het Internationaal Strafhof ("het Statuut van Rome") en, in voorkomend geval, daarmee samenhangende instrumenten;

- b) ervaringen uit te wisselen met de regionale partners ten aanzien van de vaststelling van wetswijzigingen die vereist zijn om de ratificatie en uitvoering van het Statuut van Rome mogelijk te maken; en
- c) samen te werken om de doelstellingen van universaliteit en integriteit van het Statuut van Rome te bevorderen.

ARTIKEL 11

Samenwerking ter bestrijding van terrorisme

1. De partijen bevestigen opnieuw het belang van terrorismebestrijding, met volledige naleving van de rechtsstaat, het internationale recht, met name het VN-Handvest en de relevante resoluties van de VN-Veiligheidsraad, het recht inzake de mensenrechten, het vluchtelingenrecht en het internationale humanitaire recht.
2. Binnen dit kader en rekening houdend met de mondiale strategie voor terrorismebestrijding van de VN, vervat in Resolutie 60/288 van de Algemene Vergadering van de VN van 8 september 2006, komen de partijen overeen samen te werken voor de preventie en bestrijding van terrorisme, met name:
 - a) in het kader van de volledige uitvoering van de resoluties 1267, 1373 en 1540 van de VN-Veiligheidsraad en andere relevante VN-resoluties en internationale instrumenten;
 - b) door informatie uit te wisselen over terroristische groeperingen en de hen ondersteunende netwerken, overeenkomstig het toepasselijk nationaal en internationaal recht;

- c) door van gedachten te wisselen over:
 - i) middelen en methoden voor het bestrijden van terrorisme, onder meer op technisch gebied en met betrekking tot training;
 - ii) terrorismepreventie; en
 - iii) beste praktijken betreffende de bescherming van de mensenrechten in het kader van de strijd tegen het terrorisme;
 - d) door samen te werken om de internationale consensus over de strijd tegen terrorisme en het normatieve kader daarvoor te vergroten en zo spoedig mogelijk toe te werken naar overeenstemming over het alomvattend verdrag inzake internationaal terrorisme, ter aanvulling op de bestaande VN-instrumenten voor de bestrijding van terrorisme; en
 - e) door de samenwerking tussen de VN-lidstaten te bevorderen om de mondiale VN-strategie voor terrorismebestrijding met alle passende middelen doeltreffend ten uitvoer te leggen.
3. De partijen bevestigen opnieuw hun engagement ten aanzien van de internationale normen die zijn vastgesteld door de Financial Action Task Force (FATF) voor de bestrijding van de financiering van terrorisme.
4. De partijen bevestigen opnieuw hun engagement om samen te werken om steun voor capaciteitsopbouw inzake terrorismebestrijding aan andere staten te verstrekken die middelen en expertise behoeven om terroristische activiteiten te voorkomen en er op te reageren, onder meer in het kader van het mondiaal terrorismebestrijdingsforum (Global Counter-Terrorism Forum - GCTF).

TITEL III

SAMENWERKING INZAKE MONDIALE ONTWIKKELING EN HUMANITAIRE HULP

ARTIKEL 12

Ontwikkeling

1. De partijen bevestigen opnieuw hun engagement om de duurzame ontwikkeling in ontwikkelingslanden te bevorderen teneinde armoede te verminderen en bij te dragen tot een veiligere, billijkere en welvarendere wereld.
2. De partijen erkennen het belang van gezamenlijke inspanningen om de impact, het bereik en de invloed van de ontwikkelingsactiviteiten te vergroten, ook in het gebied van de Stille Oceaan.
3. Hiertoe komen de partijen overeen om:
 - a) op regionale en internationale fora van gedachten te wisselen en waar passend standpunten op elkaar af te stemmen inzake ontwikkelingskwesties, ter bevordering van inclusieve en duurzame groei voor menselijke ontwikkeling; en
 - b) informatie uit te wisselen over hun respectieve ontwikkelingsprogramma's en, waar passend, hun engagement in de landen te coördineren met het oog op een grotere impact op duurzame ontwikkeling en de terugdringing van de armoede.

ARTIKEL 13

Humanitaire hulp

De partijen bevestigen opnieuw hun gemeenschappelijk engagement voor humanitaire hulp en streven ernaar, waar passend, een gecoördineerde respons te bieden.

TITEL IV

SAMENWERKING OP ECONOMISCH EN HANDELSGEBIED

ARTIKEL 14

Dialoog over economische, handels- en investeringsaangelegenheden

1. De partijen verbinden zich tot een dialoog over en samenwerking op handels- en investeringsgerelateerde gebieden, teneinde bilaterale handels- en investeringsstromen te bevorderen. Terzelfdertijd erkennen de partijen het belang van een op regels gebaseerd multilateraal handelssysteem om dit doel te bereiken, en bevestigen zij hun engagement om binnen de Wereldhandelsorganisatie (WTO) samen te werken voor een verdere liberalisering van de handel.
2. De partijen komen overeen de uitwisseling van informatie en ervaringen over hun respectieve macro-economische beleidsmaatregelen en tendenzen te bevorderen, met inbegrip van de uitwisseling van informatie over de coördinatie van het economische beleid in het kader van regionale economische samenwerking en integratie.

3. De partijen gaan een diepgaande dialoog aan ter bevordering van de handel in goederen, waaronder landbouwproducten en andere primaire goederen, grondstoffen, industrieproducten en producten met een grote toegevoegde waarde. De partijen erkennen dat een transparante, marktgebaseerde aanpak de beste manier is om een gunstig klimaat te scheppen voor investeringen in de productie van en de handel in die producten en om de efficiënte toewijzing en het efficiënte gebruik ervan te bevorderen.

4. De partijen gaan een diepgaande dialoog aan ter bevordering van de bilaterale handel in diensten en de uitwisseling van informatie en ervaringen over hun respectieve toezichtregelgeving. De partijen komen tevens overeen nauwer samen te werken ter verbetering van de systemen voor boekhouding, financiële controle, toezicht en regelgeving voor het bank- en verzekeringswezen en andere onderdelen van de financiële sector.

5. De partijen bevorderen een aantrekkelijk en stabiel klimaat voor wederzijdse investeringen door middel van een dialoog die erop gericht is het wederzijdse begrip en de samenwerking op investeringsgebied te vergroten, mechanismen te vinden om investeringsstromen te faciliteren en stabiele, transparante en open regels voor investeerders na te streven.

6. De partijen stellen elkaar in kennis van de ontwikkeling van de bilaterale en internationale handel, investeringen en daarmee verband houdende aspecten van ander beleid, met inbegrip van hun beleid ten aanzien van vrijhandelsovereenkomsten (Free Trade Agreements - FTA's) en daarmee samenhangende agenda's en regelgevingskwesties die mogelijke gevolgen voor de bilaterale handel en investeringen hebben.

7. Deze dialoog en samenwerking inzake handel en investeringen omvatten onder meer:

- a) een jaarlijkse dialoog over het handelsbeleid, op het niveau van hoge ambtenaren, aangevuld met door de partijen vast te stellen ontmoetingen op ministerniveau over handelskwesties;

- b) een jaarlijkse dialoog over handel in landbouwproducten; en
- c) andere door de partijen vast te stellen sectorale uitwisselingen.

8. De partijen verbinden zich ertoe samen te werken teneinde de voorwaarden te scheppen voor een intensievere onderlinge handel en investeringen en deze te bevorderen, waar mogelijk ook door het sluiten van nieuwe overeenkomsten.

ARTIKEL 15

Sanitaire en fytosanitaire vraagstukken

1. De partijen komen overeen hun samenwerking op te voeren op sanitair en fytosanitair gebied in het kader van de WTO-overeenkomst inzake sanitaire en fytosanitaire maatregelen en de Codex Alimentarius-Commissie, de Wereldorganisatie voor diergezondheid („OIE”) en de relevante internationale en regionale organisaties die actief zijn in het kader van het Internationaal Verdrag voor de bescherming van planten („IPPC”). Deze samenwerking heeft tot doel het wederzijdse begrip van hun respectieve SPS-maatregelen te vergroten en de handel tussen de partijen te faciliteren, en kan het volgende omvatten:

- a) de uitwisseling van informatie;
- b) de toepassing van invoervereisten voor het gehele grondgebied van de andere partij;

- c) de verificatie, geheel of gedeeltelijk, van de inspectie- en certificeringssystemen van de autoriteiten van de andere partij, overeenkomstig de relevante internationale normen van de Codex Alimentarius, de OIE en het IPPC voor de beoordeling van dergelijke systemen; en
- d) de erkenning van ziekte- of plagenvrije gebieden en gebieden met een lage ziekte- of plagenprevalentie.

2. Daartoe verbinden de partijen zich ertoe om ten volle gebruik te maken van bestaande instrumenten zoals de Overeenkomst tussen de Europese Gemeenschap en Nieuw-Zeeland inzake sanitaire maatregelen voor de handel in levende dieren en dierlijke producten, die op 17 december 1996 in Brussel is ondertekend, en samen te werken in een passend bilateraal forum voor andere, niet onder die overeenkomst vallende sanitaire en fytosanitaire vraagstukken.

ARTIKEL 16

Dierenwelzijn

De partijen bevestigen opnieuw het belang van wederzijds begrip en samenwerking op het gebied van dierenwelzijn en zullen binnen het forum voor samenwerking op het gebied van dierenwelzijn van de Europese Commissie en op het niveau van de bevoegde autoriteiten van Nieuw-Zeeland informatie blijven uitwisselen en samenwerken en tevens over deze kwesties in het kader van de OIE nauw samenwerken.

ARTIKEL 17

Technische handelsbelemmeringen

1. De partijen zijn het erover eens dat een grotere compatibiliteit van normen, technische voorschriften en conformiteitsbeoordelingsprocedures van essentieel belang is om de handel in goederen te faciliteren.
2. De partijen erkennen dat het in hun wederzijdse belang is om technische handelsbelemmeringen af te bouwen en tot dit doel komen zij overeen samen te werken in het kader van de WTO-Overeenkomst inzake technische handelsbelemmeringen en de overeenkomst tussen de Europese Gemeenschap en Nieuw-Zeeland inzake wederzijdse erkenning van conformiteitsbeoordeling die op 25 juni 1998 in Wellington werd ondertekend.

ARTIKEL 18

Mededingingsbeleid

De partijen bevestigen hun engagement om de concurrentie bij economische activiteiten te bevorderen door hun mededingingswet- en regelgeving. De partijen komen overeen informatie uit te wisselen over het mededingingsbeleid en aanverwante kwesties en de samenwerking tussen hun mededingingsautoriteiten te intensiveren.

ARTIKEL 19

Overheidsopdrachten

1. De partijen bevestigen opnieuw hun engagement voor open en transparante kaders voor overheidsopdrachten, waarmee overeenkomstig hun internationale verplichtingen een gunstige kosten-batenverhouding, concurrerende markten en niet-discriminatoire aankooppraktijken worden bepleit en aldus de handel tussen de partijen wordt bevorderd.
2. De partijen komen voorts overeen hun overleg, hun samenwerking en de uitwisseling van ervaringen en beste praktijken op het gebied van overheidsopdrachten verder te versterken op gebieden van gemeenschappelijk belang, met inbegrip van hun respectieve regelgevende kaders.
3. De partijen komen overeen mogelijkheden te onderzoeken om de toegang tot elkaars markt voor overheidsopdrachten verder te bevorderen en van gedachten te wisselen over maatregelen en praktijken die de onderlinge handel in opdrachten negatief kunnen beïnvloeden.

ARTIKEL 20

Grondstoffen

1. De partijen bevorderen op verzoek van een van de partijen de samenwerking op het gebied van grondstoffenkwesties door middel van een bilaterale dialoog of binnen relevante multilaterale of internationale instellingen. Deze samenwerking is met name gericht op het opheffen van handelsbelemmeringen voor grondstoffen, de versterking van een op regels gebaseerd mondiaal kader voor de handel in grondstoffen en het bevorderen van transparantie in de mondiale grondstoffenmarkten.

2. Deze samenwerking kan onder meer de volgende kwesties omvatten:
- a) vraagstukken inzake vraag en aanbod, bilaterale handel en investeringen alsmede met de internationale handel verband houdende vraagstukken van gemeenschappelijk belang;
 - b) tarifaire en niet-tarifaire belemmeringen voor grondstoffen, en aanverwante diensten en investeringen;
 - c) de respectieve regelgevende kaders van de partijen; en
 - d) beste praktijken met betrekking tot de duurzame ontwikkeling van de mijnbouw, met inbegrip van beleid inzake mineralen, ruimtelijke ordening en vergunningsprocedures.

ARTIKEL 21

Intellectuele eigendom

1. De partijen bevestigen het belang van hun rechten en plichten met betrekking tot intellectuele-eigendomsrechten, met inbegrip van auteursrechten en naburige rechten, handelsmerken, geografische aanduidingen, ontwerpen en octrooien, en de naleving ervan, overeenkomstig de hoogste internationale normen die de partijen in acht nemen.
2. De partijen komen overeen informatie en ervaringen uit te wisselen op het gebied van intellectuele-eigendoms kwesties, met inbegrip van:
- a) het beheer en de uitoefening, bevordering, verspreiding, stroomlijning, harmonisatie, bescherming en effectieve toepassing van intellectuele-eigendomsrechten;

- b) het voorkomen van inbreuken op intellectuele-eigendomsrechten;
 - c) de strijd tegen namaak en piraterij, via de passende vormen van samenwerking; en
 - d) de werking van organen die verantwoordelijk zijn voor de bescherming en de handhaving van intellectuele-eigendomsrechten.
3. De partijen komen overeen informatie over de bescherming van genetische hulpbronnen, traditionele kennis en folklore uit te wisselen en hierover een dialoog te bevorderen.

ARTIKEL 22

Douane

1. De partijen intensiveren de samenwerking op douanegebied, met inbegrip van handelsfacilitering, met het oog op de verdere vereenvoudiging en harmonisatie van de douaneprocedures en de bevordering van gemeenschappelijke maatregelen in het kader van relevante internationale initiatieven.
2. Zonder afbreuk te doen aan andere vormen van samenwerking waarin deze overeenkomst voorziet, overwegen de partijen de mogelijkheid verdragen te sluiten over douanesamenwerking en wederzijdse administratieve bijstand in douanezaken.

ARTIKEL 23

Samenwerking op fiscaal gebied

1. Teneinde de economische activiteiten te versterken en te ontwikkelen, met inachtneming van de noodzaak een passend regelgevingskader te ontwikkelen, erkennen de partijen de beginselen van goed bestuur op fiscaal gebied, dat wil zeggen transparantie, informatie-uitwisseling en eerlijke belastingconcurrentie, en verbinden zij zich tot de toepassing van die beginselen.
2. Zij streven daartoe, overeenkomstig hun respectieve bevoegdheden, naar betere internationale samenwerking op fiscaal gebied, naar een vergemakkelijking van het innen van de krachtens de wet verschuldigde belastingen, en naar het formuleren van maatregelen voor de doeltreffende toepassing van de in lid 1 vermelde beginselen van goed bestuur.

ARTIKEL 24

Transparantie

De partijen erkennen het belang van transparantie en een behoorlijke rechtsgang bij het beheer van hun handelsgerelateerde wet- en regelgeving, en tot dit doel bevestigen de partijen opnieuw hun verbintenissen uit hoofde van de WTO-overeenkomst, inclusief artikel X van de Algemene Overeenkomst inzake Tarieven en Handel van 1994 en artikel III van de Algemene Overeenkomst betreffende de handel in diensten.

ARTIKEL 25

Handel en duurzame ontwikkeling

1. De partijen erkennen dat kan worden bijgedragen tot de doelstelling van duurzame ontwikkeling door het bevorderen van elkaar wederzijds versterkend handels-, milieu en werkgelegenheidsbeleid, en verbinden zich er opnieuw toe de mondiale en bilaterale handel en investeringen te bevorderen met het oog op de verwezenlijking van die doelstelling.
2. De partijen erkennen het recht van elke partij om eigen niveaus van binnenlandse milieu- en arbeidsbescherming vast te stellen, en eigen relevante wetgeving en beleidsmaatregelen op dat punt aan te nemen of te wijzigen, overeenkomstig hun verbintenissen ten aanzien van internationaal erkende normen en overeenkomsten.
3. De partijen erkennen dat het niet gepast is handel of investeringen aan te moedigen door de beschermingsniveaus die in de binnenlandse milieu- en arbeidswetgeving worden geboden, te verlagen of een verlaging ervan in het vooruitzicht te stellen. De partijen erkennen dat het tevens niet gepast is om milieu- of arbeidswetgeving, of beleidsmaatregelen en praktijken op dit gebied, te gebruiken in het kader van handelsprotectionisme.
4. De partijen wisselen informatie en ervaringen uit over hun activiteiten ter bevordering van coherente en elkaar wederzijds versterkende handels-, sociale en milieudoelstellingen, met inbegrip van aspecten zoals maatschappelijk verantwoord ondernemen, milieuvriendelijke producten en diensten, klimaatvriendelijke producten en technologieën en programma's om duurzaamheid te waarborgen, alsmede de overige aspecten als bedoeld in titel VIII, en voeren de dialoog en de samenwerking op inzake duurzame ontwikkelingskwesties die in het kader van de handelsbetrekkingen aan de orde kunnen komen.

ARTIKEL 26

Dialogo met het maatschappelijk middenveld

De partijen moedigen de dialoog aan tussen gouvernementele en niet-gouvernementele organisaties, zoals vakbonden, werkgevers, ondernemersorganisaties en kamers van koophandel en industrie, met het oog op de bevordering van handel en investeringen op gebieden van wederzijds belang.

ARTIKEL 27

Samenwerking tussen bedrijven

De partijen moedigen sterkere banden tussen bedrijven aan en bevorderen de betrekkingen tussen de overheid en het bedrijfsleven via activiteiten waarbij bedrijven betrokken zijn, onder meer in het kader van de Ontmoeting Azië–Europa (ASEM).

Met deze samenwerking wordt meer bepaald een verbetering van het concurrentievermogen van kleine en middelgrote ondernemingen beoogd.

ARTIKEL 28

Toerisme

De partijen erkennen het belang van het toerisme voor een beter wederzijds begrip en wederzijdse waardering tussen de volkeren van de Unie en Nieuw-Zeeland en van de economische voordelen die uit meer toerisme voortvloeien, en komen overeen samen te werken om het toerisme in beide richtingen tussen de Unie en Nieuw-Zeeland te stimuleren.

TITEL V

SAMENWERKING INZAKE RECHT, VRIJHEID EN VEILIGHEID

ARTIKEL 29

Juridische samenwerking

1. De partijen komen overeen samenwerking in burgerlijke en handelszaken uit te bouwen, met name wat betreft de onderhandeling, ratificatie en uitvoering van multilaterale verdragen inzake justitiële samenwerking in burgerlijke zaken, waaronder de verdragen van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht op het gebied van internationale juridische samenwerking en procesvoering alsmede de bescherming van kinderen.

2. Wat de justitiële samenwerking in strafzaken betreft, blijven de partijen zich buigen over kwesties inzake wederzijdse juridische bijstand, overeenkomstig de internationale instrumenten ter zake.

Dit kan, in voorkomend geval, de toetreding tot en de uitvoering van de relevante VN-instrumenten omvatten. Dit kan tevens, in voorkomend geval, de ondersteuning van de relevante instrumenten van de Raad van Europa en samenwerking tussen de bevoegde autoriteiten van Nieuw-Zeeland en Eurojust omvatten.

ARTIKEL 30

Samenwerking inzake wetshandhaving

De partijen komen overeen samenwerking tot stand te brengen tussen autoriteiten, instanties en diensten op het gebied van wetshandhaving en bij te dragen tot het afwenden en elimineren van de grensoverschrijdende misdaad en terrorismedreigingen die beide partijen met elkaar gemeen hebben. De samenwerking tussen autoriteiten, instanties en diensten op het gebied van wetshandhaving kan de vorm aannemen van wederzijdse bijstand bij onderzoeken, uitwisseling van onderzoekstechnieken, gezamenlijke opleiding en bijscholing van wetshandhavingspersoneel en alle andere gezamenlijke activiteiten en bijstand, in onderling overleg tussen de partijen.

ARTIKEL 31

Bestrijding van georganiseerde misdaad en corruptie

1. De partijen bevestigen opnieuw hun engagement om samen te werken voor het voorkomen en bestrijden van grensoverschrijdende georganiseerde economische en financiële misdaad en corruptie, namaak en illegale transacties, door te voldoen aan hun wederzijdse internationale verplichtingen in dit verband, onder meer met betrekking tot effectieve samenwerking om beslag te leggen op uit corruptie verkregen bezittingen of gelden.
2. De partijen bevorderen de toepassing van het op 15 november 2000 aangenomen VN-Verdrag tegen grensoverschrijdende georganiseerde misdaad.
3. De partijen bevorderen tevens de toepassing van het op 31 oktober 2002 aangenomen VN-Verdrag tegen corruptie, rekening houdend met de beginselen van transparantie en maatschappelijke participatie.

ARTIKEL 32

Drugsbestrijding

1. Binnen het kader van hun respectieve bevoegdheden werken de partijen samen met het oog op een evenwichtige en geïntegreerde aanpak van drugsvraagstukken.

2. De partijen werken samen met het oog op de ontmanteling van de grensoverschrijdende criminele netwerken die betrokken zijn bij drugshandel, onder meer door de uitwisseling van informatie, opleiding en de uitwisseling van beste praktijken, met inbegrip van bijzondere onderzoekstechnieken. Zij leveren een bijzondere inspanning om de infiltratie van de criminaliteit in de legale economie te bestrijden.

ARTIKEL 33

Bestrijding van cybercriminaliteit

1. Door middel van de uitwisseling van informatie en praktische ervaringen versterken de partijen, overeenkomstig hun nationale wetgeving en hun verplichtingen inzake internationale mensenrechten, hun samenwerking ter voorkoming en bestrijding van geavanceerde technologische criminaliteit, cybercriminaliteit en elektronische criminaliteit, en de verspreiding van illegale inhoud via het internet, inclusief met betrekking tot terroristische activiteiten en seksueel kindermisbruik.
2. De partijen wisselen informatie uit op het gebied van onderwijs en opleiding van onderzoekers van cybercriminaliteit, het onderzoek naar cybercriminaliteit en digitale forensische wetenschap.

ARTIKEL 34

Bestrijding van witwaspraktijken en de financiering van terrorisme

1. De partijen erkennen de noodzaak om samen te werken bij de preventie van het gebruik van hun financiële stelsels voor het witwassen van de opbrengsten van criminele activiteiten, waaronder drugshandel en corruptie, en voor de bestrijding van de financiering van terrorisme. Deze samenwerking strekt zich uit tot inbeslagneming van uit misdaden verkregen bezittingen of gelden.

2. De partijen wisselen relevante informatie uit in het kader van hun respectieve wetgevingen en voeren passende maatregelen uit voor de bestrijding van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme, overeenkomstig de normen van de relevante internationale instanties op dit gebied, zoals de FATF.

ARTIKEL 35

Asiel en migratie

1. De partijen bevestigen opnieuw hun verbintenis om samen te werken en van gedachten te wisselen op het gebied van migratie, met inbegrip van illegale migratie, mensenhandel, asiel, integratie, arbeidsmobiliteit en ontwikkeling, documentveiligheid, visa, biometrie en grensbeheer.

2. De partijen komen overeen samen te werken teneinde illegale migratie te voorkomen en te controleren. Hiertoe geldt het volgende:

- a) Nieuw-Zeeland zal zijn onderdanen die illegaal op het grondgebied van een lidstaat verblijven, op verzoek van die lidstaat zonder verdere formaliteiten overnemen; en
- b) elke lidstaat zal zijn onderdanen die illegaal op het grondgebied van Nieuw-Zeeland verblijven, op verzoek van dat land zonder verdere formaliteiten overnemen.

Overeenkomstig hun internationale verplichtingen, onder meer uit hoofde van het op 7 december 1944 ondertekende Verdrag inzake de internationale burgerluchtvaart, verstrekken de lidstaten en Nieuw-Zeeland hun onderdanen daartoe de nodige identiteitsdocumenten.

3. De partijen gaan na, op verzoek van een van beide partijen, of de sluiting van een overeenkomst tussen Nieuw-Zeeland en de Europese Unie op het gebied van overname, overeenkomstig artikel 52, lid 1, van deze overeenkomst, mogelijk is. In die overeenkomst worden passende regelingen opgenomen voor onderdanen van derde landen en staatloze personen.

ARTIKEL 36

Consulaire bescherming

1. Nieuw-Zeeland stemt ermee in dat de diplomatieke en consulaire autoriteiten van een in Nieuw-Zeeland vertegenwoordigde lidstaat consulaire bescherming in Nieuw-Zeeland kunnen bieden namens andere lidstaten die niet over een toegankelijke permanente vertegenwoordiging in Nieuw-Zeeland beschikken.
2. De Unie en de lidstaten zijn het erover eens dat de diplomatieke en consulaire autoriteiten van Nieuw-Zeeland consulaire bescherming namens een derde land kunnen bieden en dat derde landen consulaire bescherming namens Nieuw-Zeeland in de Unie kunnen bieden op plaatsen waar Nieuw-Zeeland of het betrokken derde land niet over een toegankelijke permanente vertegenwoordiging beschikt.
3. De leden 1 en 2 hebben tot doel af te zien van de vereisten inzake kennisgeving en toestemming die anders van toepassing zouden zijn.
4. De partijen komen overeen een dialoog over consulaire zaken tussen hun respectieve bevoegde autoriteiten te bevorderen.

ARTIKEL 37

Bescherming van persoonsgegevens

1. De partijen komen overeen samen te werken om hun betrekkingen te verdiepen naar aanleiding van het besluit van de Europese Commissie over de adequate bescherming van persoonsgegevens door Nieuw-Zeeland, en een hoog niveau van bescherming van persoonsgegevens te verzekeren, overeenkomstig de toepasselijke internationale instrumenten en normen, met inbegrip van de richtsnoeren voor de bescherming van privacy en grensoverschrijdend verkeer van persoonsgegevens van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling (OESO).
2. Deze samenwerking kan onder meer de uitwisseling van informatie en deskundigheid inhouden. Zij kan ook samenwerking omvatten tussen de regelgevende instanties in organen zoals de OESO-werkgroep inzake veiligheid en privacy in de digitale economie en de Global Privacy Enforcement Network.

TITEL VI

SAMENWERKING OP HET GEBIED VAN ONDERZOEK, INNOVATIE EN DE INFORMATIEMAATSCHAPPIJ

ARTIKEL 38

Onderzoek en innovatie

1. De partijen komen overeen hun samenwerking op het gebied van onderzoek en innovatie te versterken.

2. De partijen stimuleren, ontwikkelen en faciliteren samenwerkingsactiviteiten op het gebied van onderzoek en innovatie voor vreedzame doeleinden, ter ondersteuning van of complementair aan de op 16 juli 2008 in Brussel ondertekende Overeenkomst voor wetenschappelijke en technologische samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en de regering van Nieuw-Zeeland.

ARTIKEL 39

Informatiemaatschappij

1. De partijen erkennen dat informatie- en communicatietechnologieën onmisbare onderdelen van het moderne leven zijn en dat deze van essentieel belang zijn voor de economische en sociale ontwikkeling; zij komen derhalve overeen standpunten uit te wisselen over hun respectieve beleid op dat gebied.
2. De samenwerking op dit gebied kan onder andere gericht zijn op:
 - a) de uitwisseling van standpunten over de verschillende aspecten van de informatiemaatschappij, met name de uitrol van hogesnelheidsbreedband, beleid en regelgeving voor elektronische communicatie, waaronder universele dienstverlening, vergunningen en algemene machtigingen, bescherming van de persoonlijke levenssfeer en persoonsgegevens, e-overheid en open bestuur, internetveiligheid en de onafhankelijkheid en efficiëntie van de regulerende autoriteiten;
 - b) de koppeling en interoperabiliteit van onderzoeksnetwerken, van computerinfrastructuur en van infrastructuur en diensten voor wetenschappelijke gegevens, ook in regionaal verband;

- c) de normalisatie, certificering en verspreiding van nieuwe informatie- en communicatietechnologieën;
- d) beveiligingsvraagstukken, vertrouwens- en privacy-aspecten van informatie- en communicatietechnologieën en -diensten, waaronder de bevordering van de veiligheid online, de bestrijding van misbruik van informatietechnologie en alle vormen van elektronische media, alsook het uitwisselen van informatie; en
- e) de uitwisseling van standpunten over maatregelen op het gebied van internationale mobiele roamingkosten.

TITEL VII

SAMENWERKING OP HET GEBIED VAN ONDERWIJS, CULTUUR

EN PERSOONLIJKE CONTACTEN

ARTIKEL 40

Onderwijs en opleiding

1. De partijen erkennen de cruciale bijdrage van onderwijs en opleiding tot het scheppen van hoogwaardige banen en duurzame groei voor op kennis gebaseerde economieën, met name door de burgers voor te bereiden om daadwerkelijk, op geïnformeerde wijze deel te nemen aan een democratische maatschappij, en hen in staat te stellen om problemen op te lossen en de kansen te benutten die de mondiaal verbonden wereld van de 21e eeuw hun biedt. Bijgevolg erkennen de partijen dat zij een gemeenschappelijk belang hebben bij de samenwerking op het gebied van onderwijs en opleiding.

2. Overeenkomstig hun wederzijdse belangen en de doelstellingen van hun respectieve onderwijsbeleid verbinden de partijen zich ertoe passende gezamenlijke samenwerkingsactiviteiten te ondersteunen op het gebied van onderwijs en opleiding. Deze samenwerking heeft betrekking op alle onderwijssectoren en kan het volgende omvatten:
- a) samenwerking inzake leermobiliteit van individuele personen door middel van het bevorderen en faciliteren van de uitwisseling van studenten, onderzoekers, onderwijzend en administratief personeel van instellingen voor tertiair onderwijs en leerkrachten;
 - b) gezamenlijke samenwerkingsprojecten van onderwijs- en opleidingsinstellingen in de Unie en Nieuw-Zeeland, met als doel leerplanontwikkeling, gezamenlijke studieprogramma's en diploma's, en de mobiliteit van personeel en studenten te bevorderen;
 - c) institutionele samenwerking, netwerken en partnerschappen met als doel het educatieve aspect van de kennisdriehoek te versterken en de uitwisseling van kennis en ervaring te bevorderen; en
 - d) ondersteuning van beleidshervormingen via studies, conferenties, seminars, werkgroepen, vergelijkingen aan de hand van benchmarks en de uitwisseling van informatie en goede praktijken, vooral met het oog op de processen van Bologna en Kopenhagen en de bestaande instrumenten en beginselen om de transparantie en innovatie in het onderwijs te vergroten.

ARTIKEL 41

Samenwerking op het gebied van cultuur, de audiovisuele sector en de media

1. De partijen komen overeen de samenwerking te bevorderen in de culturele en creatieve sectoren, ter verbetering van, onder andere, het wederzijds begrip en de kennis van elkaars cultuur.

2. De partijen streven ernaar om passende maatregelen te nemen om culturele uitwisselingen te stimuleren en gemeenschappelijke culturele initiatieven uit te voeren, in het kader van de bestaande samenwerkingsinstrumenten en -kaders.
3. De partijen streven ernaar om de mobiliteit van culturele werkers, kunstwerken en andere cultuurgoederen tussen Nieuw-Zeeland en de Unie en haar lidstaten te bevorderen.
4. De partijen komen overeen, in het kader van een beleidsdialoog, te onderzoeken op welke wijze cultuurgoederen die zich in het buitenland bevinden, toegankelijk kunnen worden gemaakt voor de gemeenschappen waarvan die cultuurgoederen afkomstig zijn.
5. De partijen bevorderen de interculturele dialoog tussen de maatschappelijke organisaties en individuele personen van beide partijen.
6. De partijen komen overeen samen te werken, met name via een beleidsdialoog, in relevante internationale fora, zoals de VN-Organisatie voor onderwijs, wetenschap en cultuur (Unesco), teneinde gemeenschappelijke doeleinden na te streven en culturele diversiteit te bevorderen, onder meer met inachtneming van het Unesco-Verdrag betreffende de bescherming en de bevordering van de diversiteit van cultuuruitingen.
7. De partijen stimuleren, ondersteunen en vergemakkelijken de uitwisseling, samenwerking en dialoog tussen instellingen en actoren op het gebied van de audiovisuele sector en de media.

ARTIKEL 42

Contacten tussen burgers

De partijen erkennen de waarde van intermenselijke contacten en de bijdrage welke deze kunnen leveren tot meer begrip tussen de Unie en Nieuw-Zeeland. Zij komen overeen dergelijke contacten in passende gevallen te bevorderen en te verdiepen. Deze contacten kunnen de uitwisseling van ambtenaren en korte stages voor postdoctoraalstudenten omvatten.

TITEL VIII

SAMENWERKING OP HET GEBIED VAN DUURZAME ONTWIKKELING, ENERGIE EN VERVOER

ARTIKEL 43

Milieu en natuurlijke hulpbronnen

1. De partijen komen overeen samen te werken inzake milieukwesties, met inbegrip van het duurzame beheer van natuurlijke hulpbronnen. De samenwerking heeft tot doel de milieubescherming te bevorderen en milieuoverwegingen in de betrokken sectoren van samenwerking te integreren, onder meer in een internationale en regionale context.

2. De partijen komen overeen dat de samenwerking kan plaatsvinden in de vorm van een dialoog, workshops, seminars, conferenties, gezamenlijke programma's en projecten, zoals het uitwisselen van informatie en beste praktijken, en de uitwisseling van deskundigen, ook op bilateraal of multilateraal niveau. De thema's en doelstellingen van de samenwerking worden gezamenlijk op verzoek van een van de partijen vastgesteld.

ARTIKEL 44

Bescherming van, verbetering van en regelgeving inzake de volksgezondheid

1. De partijen komen overeen de samenwerking te intensiveren op het gebied van de volksgezondheid, onder meer in het licht van de globalisering en demografische veranderingen. Zij streven ernaar samenwerking en uitwisseling van informatie en ervaringen te bevorderen op het gebied van:

- a) de bescherming van de volksgezondheid;
- b) de surveillance van besmettelijke ziekten (zoals griep en acute ziekte-uitbraken) en andere activiteiten in het kader van de Internationale Gezondheidsregeling (2005), met inbegrip van paraatheidsacties tegen ernstige grensoverschrijdende bedreigingen van de volksgezondheid, in het bijzonder paraatheidsplanning en risicobeoordeling;
- c) de samenwerking op het gebied van normalisatie en conformiteitsbeoordeling met het oog op risicobeheer en regelgeving inzake producten (met inbegrip van farmaceutische producten en medische hulpmiddelen);

- d) vraagstukken met betrekking tot de toepassing van het Wereldgezondheidsorganisatie (WHO) Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging; en
 - e) kwesties met betrekking tot de tenuitvoerlegging van de wereldwijde gedragscode van de WHO inzake de internationale aanwerving van gezondheidswerkers.
2. De partijen bevestigen opnieuw hun verbintenis om de internationaal erkende gezondheidsnormen en -praktijken te eerbiedigen, te bevorderen en daadwerkelijk na te leven.
3. De samenwerking kan onder meer de vorm aannemen van gezamenlijk overeen te komen specifieke programma's en projecten, alsmede dialoog, samenwerking en initiatieven op gebieden van wederzijds belang op bilateraal of multilateraal niveau.

ARTIKEL 45

Klimaatverandering

1. De partijen erkennen dat klimaatverandering een wereldwijd en dringend probleem is dat door gezamenlijk optreden moet worden aangepakt, overeenkomstig de algemene doelstelling om de stijging van de gemiddelde temperatuur op aarde onder 2° C te beperken ten opzichte van het pre-industriële niveau. Binnen de grenzen van hun respectieve bevoegdheden en zonder afbreuk te doen aan de besprekingen in andere fora, komen de partijen overeen samen te werken op gebieden van gemeenschappelijk belang, met inbegrip van, maar niet beperkt tot het volgende:
- a) de overgang naar economieën met lage broeikasgasemissies door middel van landenspecifieke schadebeperkingsstrategieën en -maatregelen, met inbegrip van groene-groeistrategieën;

- b) het ontwerp, de uitvoering en het gebruik van marktgebaseerde mechanismen, en met name een systeem voor de handel in koolstofemissierechten;
- c) openbare en particuliere financieringsinstrumenten voor klimaatactie;
- d) onderzoek, ontwikkeling en invoering van technologieën voor lage broeikasgasemissies; en
- e) de monitoring van broeikasgassen en de analyse van de gevolgen daarvan, met inbegrip, waar passend, van de ontwikkeling en uitvoering van aanpassingsstrategieën.

2. De partijen komen overeen intensiever samen te werken wat betreft de internationale ontwikkelingen op dit gebied, met name om verdere stappen te zetten voor de goedkeuring van een nieuwe internationale overeenkomst voor de periode na 2020, in het kader van het VN-Raamverdrag inzake klimaatverandering, alsmede wat betreft aanvullende samenwerkingsinitiatieven die de mitigatiekloof vóór 2020 helpen dichten.

ARTIKEL 46

Rampenrisicobeheersing en civiele bescherming

De partijen erkennen de noodzaak om de risico's op zowel binnenlandse als mondiale natuurrampen en door de mens veroorzaakte rampen te beperken. De partijen bevestigen hun gemeenschappelijk engagement voor de verbetering van preventie-, mitigatie-, paraatheids-, respons- en herstelmaatregelen om hun maatschappij en de infrastructuur weerbaarder te maken, en waar passend voor de samenwerking op bilateraal en multilateraal politiek niveau om de impact van de mondiale rampenrisicobeheersing te verbeteren.

ARTIKEL 47

Energie

De partijen erkennen het belang van de energiesector en de rol van een goed functionerende energiemarkt. De partijen erkennen dat de energiesector een belangrijke bijdrage levert tot duurzame ontwikkeling, economische groei en het bereiken van internationaal overeengekomen ontwikkelingsdoelstellingen, en dat samenwerking belangrijk is om mondiale milieuproblemen, in het bijzonder klimaatverandering, aan te pakken. De partijen streven ernaar, binnen de grenzen van hun respectieve bevoegdheden, de samenwerking op dit gebied te bevorderen met het oog op:

- a) de ontwikkeling van strategieën om de energiezekerheid te vergroten;
- b) de bevordering van een mondiale energiemarkt en -investeringen;
- c) de verbetering van het concurrentievermogen;
- d) beter functionerende mondiale energiemarkten;
- e) de uitwisseling van informatie en beleidservaringen via de bestaande multilaterale energiefora;
- f) de bevordering van het gebruik van hernieuwbare energiebronnen en de ontwikkeling en toepassing van schone, gediversifieerde en duurzame energietechnologieën, met inbegrip van hernieuwbare en emissiearme energietechnologieën;
- g) de bevordering van een rationeel energiegebruik, met bijdragen van zowel producenten als consumenten, door energie-efficiëntie te bevorderen bij de productie, het vervoer, de distributie en het eindgebruik van energie;

- h) de naleving van hun respectieve internationale verplichtingen voor het rationaliseren en geleidelijk, op middellange termijn afschaffen van inefficiënte subsidies voor fossiele brandstoffen, die verspilling in de hand werken; en
- i) de uitwisseling van optimale werkwijzen voor de exploratie en productie van energie.

ARTIKEL 48

Vervoer

1. De partijen werken samen op alle relevante terreinen van het vervoersbeleid, met inbegrip van geïntegreerd vervoersbeleid, met het oog op de verbetering van het goederen- en personenverkeer, de bevordering van de beveiliging en veiligheid van lucht- en zeevaart, de milieubescherming en de verhoging van de efficiëntie van hun vervoerssystemen.
2. De samenwerking en dialoog tussen de partijen op dit gebied dient gericht te zijn op de bevordering van:
 - a) de uitwisseling van informatie over hun respectieve vervoersbeleid en -praktijk;
 - b) de versterking van de betrekkingen op het gebied van de luchtvaart tussen de Unie en Nieuw-Zeeland, met het oog op:
 - i) de verbetering van markttoegang en investeringsmogelijkheden, de liberalisering van eigendoms- en controlebepalingen in overeenkomsten inzake luchtvervoerdiensten, in overeenstemming met het binnenlandse vervoersbeleid;

- ii) de verbreding en verdieping van de samenwerking op het gebied van regelgeving voor de veiligheid en beveiliging van de luchtvaart en de economische regelgeving van de luchtvervoersindustrie; en
 - iii) de convergentie van de regelgeving en het wegwerken van handelsbelemmeringen, alsook samenwerking inzake luchtverkeersbeheer;
- c) de onbeperkte toegang tot de internationale maritieme markten en handel, gebaseerd op eerlijke concurrentie op een commerciële basis; en
 - d) de wederzijdse erkenning van rijbewijzen voor op het land gebruikte motorvoertuigen.

ARTIKEL 49

Landbouw, plattelandsontwikkeling en bosbouw

1. De partijen komen overeen samenwerking en dialoog aan te moedigen op het gebied van landbouw, plattelandsontwikkeling en bosbouw.
2. Gebieden waarop activiteiten kunnen worden overwogen, omvatten onder meer, maar zijn niet beperkt tot: landbouw- en plattelandsontwikkelingsbeleid, de structuur van de land- en bosbouwsector en geografische aanduidingen.
3. De partijen komen overeen op nationaal en internationaal niveau samen te werken inzake duurzaam bosbeheer en daarmee verband houdende beleidsmaatregelen en regelgeving, met inbegrip van maatregelen ter bestrijding van illegale houtkap en gerelateerde handel, alsook de bevordering van goed bestuur op bosgebied.

ARTIKEL 50

Visserij en maritieme zaken

1. De partijen intensiveren de dialoog en de samenwerking op gebieden van gemeenschappelijk belang inzake visserij en maritieme zaken. De partijen streven naar een duurzame instandhouding en een duurzaam beheer van de levende mariene hulpbronnen, de preventie en bestrijding van illegale, niet-gerapporteerde en niet-gereguleerde visserijactiviteiten (IOO-activiteiten) en de toepassing van op het ecosysteem gebaseerd beheer.
2. De partijen kunnen in het kader van regionale organisaties voor visserijbeheer en multilaterale fora (zoals de VN, de VN-Voedsel- en Landbouworganisatie) samenwerken en informatie uitwisselen inzake de instandhouding van de levende mariene hulpbronnen. De partijen werken met name samen om:
 - a) op basis van effectief beheer door de Commissie voor de visserij in de westelijke en centrale Stille Oceaan, en de beste beschikbare wetenschappelijke gegevens, te zorgen voor de instandhouding op lange termijn en het duurzame gebruik van alle over grote afstanden trekkende visbestanden in hun verspreidingsgebied in het westelijke en centrale deel van de Stille Oceaan, onder meer door de volledige erkenning van de bijzondere vereisten van kleine insulaire ontwikkelingslanden en -gebieden, conform de desbetreffende VN-verdragen en andere internationale instrumenten, en het garanderen van een transparant besluitvormingsproces;
 - b) te zorgen voor de instandhouding en het rationele gebruik van de levende mariene hulpbronnen die onder de bevoegdheid van de Commissie voor de instandhouding van de levende rijkdommen van de Antarctische wateren vallen, waaronder inspanningen ter bestrijding van IOO-activiteiten in het gebied waarop het Verdrag inzake de instandhouding van de levende rijkdommen in de Antarctische wateren van toepassing is;

- c) te zorgen voor de goedkeuring en uitvoering van doeltreffende instandhoudings- en beheersmaatregelen voor visbestanden die onder de regionale organisaties voor visserijbeheer voor het zuidelijke deel van de Stille Oceaan vallen; en
 - d) de toetreding te vergemakkelijken tot regionale organisaties voor visserijbeheer waarvan één partij lid is, en de andere toetredende partij.
3. De partijen werken samen voor de bevordering van een geïntegreerde aanpak van maritieme kwesties op internationaal niveau.
4. De partijen houden een regelmatige, tweejaarlijkse dialoog op het niveau van hogere ambtenaren ter versterking van de dialoog en de samenwerking, alsook ter uitwisseling van informatie en ervaringen op het gebied van visserijbeleid en maritieme kwesties.

ARTIKEL 51

Werkgelegenheid en sociale zaken

1. De partijen komen overeen de samenwerking op het gebied van werkgelegenheid en sociale zaken te intensiveren, onder meer in het licht van de sociale dimensie van de globalisering en demografische veranderingen. Er wordt gestreefd naar bevordering van samenwerking en uitwisseling van informatie en ervaringen inzake werkgelegenheid en arbeidsaangelegenheden. De samenwerking kan de volgende gebieden omvatten: werkgelegenheidsbeleid, arbeidsrecht, gendergelijkheid, non-discriminatie op het werk, sociale integratie, sociale zekerheid en sociale bescherming, arbeidsverhoudingen, sociale dialoog, levenslange ontwikkeling van vaardigheden, werkgelegenheid voor jongeren, gezondheid en veiligheid op het werk, maatschappelijk verantwoord ondernemen en fatsoenlijk werk.

2. De partijen bevestigen opnieuw dat het noodzakelijk is een globaliseringsproces te steunen dat voor iedereen voordeel oplevert, en volledige, productieve werkgelegenheid en fatsoenlijk werk te bevorderen als belangrijk onderdeel van duurzame ontwikkeling en armoedebestrijding. In deze context herinneren de partijen aan de Verklaring van de Internationale Arbeidsorganisatie (ILO) over sociale gerechtigheid voor een eerlijke mondialisering.
3. De partijen bevestigen opnieuw hun verbintenis om de internationaal erkende arbeidsnormen en -rechten, zoals die zijn vastgelegd in met name de ILO-verklaring over de fundamentele principes en rechten met betrekking tot werk, te eerbiedigen, te bevorderen en te verwezenlijken.
4. De samenwerking kan onder meer de vorm aannemen van gezamenlijk vast te stellen specifieke programma's en projecten, alsmede dialoog, samenwerking en initiatieven op gebieden van wederzijds belang op bilateraal of multilateraal niveau.

TITEL IX

INSTITUTIONEEL KADER

ARTIKEL 52

Andere overeenkomsten of regelingen

1. De partijen kunnen deze overeenkomst aanvullen door sluiting van specifieke overeenkomsten of regelingen op alle samenwerkingsgebieden die binnen het toepassingsgebied van deze overeenkomst vallen. Dergelijke specifieke overeenkomsten of regelingen die na de ondertekening van deze overeenkomst worden gesloten, vormen een integraal onderdeel van de algemene bilaterale betrekkingen zoals die worden geregeld bij deze overeenkomst en maken deel uit van een gemeenschappelijk institutioneel kader. Bestaande overeenkomsten of regelingen tussen de partijen maken geen deel uit van het gemeenschappelijke institutionele kader.

2. Deze overeenkomst heeft geen gevolgen voor en doet geen afbreuk aan de interpretatie of toepassing van andere overeenkomsten tussen de partijen, met inbegrip van de in lid 1 bedoelde overeenkomsten. De bepalingen van deze overeenkomst dienen met name niet ter vervanging van of doen op generlei wijze afbreuk aan de bepalingen inzake geschillenbeslechting of opzegging van andere overeenkomsten tussen de partijen.

ARTIKEL 53

Gemengde Commissie

1. De partijen richten hierbij een Gemengde Commissie op die bestaat uit vertegenwoordigers van de partijen.
2. In de Gemengde Commissie wordt overleg gepleegd om de uitvoering van deze overeenkomst te vergemakkelijken, de algemene doelstellingen ervan te bevorderen en de algemene samenhang van de betrekkingen tussen de Unie en Nieuw-Zeeland te garanderen.
3. De Gemengde Commissie:
 - a) bevordert de effectieve tenuitvoerlegging van deze overeenkomst;
 - b) houdt toezicht op de ontwikkeling van de brede betrekkingen tussen de partijen;
 - c) verzoekt waar nodig om informatie aan comités en andere lichamen die bij andere specifieke overeenkomsten, welke overeenkomstig artikel 52, lid 1, deel uitmaken van het gemeenschappelijke institutionele kader, zijn ingesteld, en neemt door hen ingediende verslagen in overweging;

- d) zorgt voor de uitwisseling van standpunten en de formulering van voorstellen over alle aangelegenheden van gemeenschappelijk belang, waaronder in de toekomst te nemen maatregelen en de daarvoor beschikbare middelen;
- e) stelt prioriteiten vast met betrekking tot de doelstellingen van deze overeenkomst;
- f) zoekt naar passende methoden om problemen te voorkomen die op de onder deze overeenkomst vallende gebieden zouden kunnen rijzen;
- g) streeft naar de beslechting van geschillen die zich ten aanzien van de toepassing of de interpretatie van deze overeenkomst voordoen;
- h) onderzoekt de informatie die door een partij wordt ingediend overeenkomstig artikel 54; en
- i) doet aanbevelingen en treft besluiten, waar nodig, om uitvoering te geven aan specifieke aspecten van deze overeenkomst.

4. De Gemengde Commissie besluit bij eenparigheid van stemmen. Zij stelt haar reglement van orde vast. De Gemengde Commissie kan sub-commissies en werkgroepen instellen om specifieke kwesties aan te pakken.

5. De Gemengde Commissie komt gewoonlijk eenmaal per jaar bijeen, afwisselend in de Unie en Nieuw-Zeeland, tenzij door de partijen anders wordt besloten. Speciale vergaderingen van de Gemengde Commissie vinden plaats wanneer een van de partijen daarom verzoekt. De Gemengde Commissie wordt gezamenlijk door beide partijen voorgezeten. Zij vergadert gewoonlijk op het niveau van hoge ambtenaren.

ARTIKEL 54

Regelingen voor de tenuitvoerlegging en geschillenbeslechting

1. De partijen treffen alle algemene en bijzondere maatregelen die vereist zijn om aan hun verplichtingen krachtens deze overeenkomst te voldoen.
2. Onverminderd het bepaalde in de leden 3 tot en met 8 van dit artikel, worden alle geschillen met betrekking tot de uitlegging of toepassing van deze overeenkomst, uitsluitend via overleg tussen de partijen in de Gemengde Commissie opgelost. Om het geschil op te lossen, verstrekken de partijen de Gemengde Commissie alle relevante informatie die voor een grondig onderzoek van de kwestie noodzakelijk is.
3. De partijen benadrukken opnieuw hun sterke, wederzijdse gehechtheid aan de mensenrechten en non-proliferatie en komen overeen dat wanneer een partij van oordeel is dat de andere partij zich schuldig heeft gemaakt aan een bijzonder ernstige en zwaarwegende schending van een van de essentiële elementen als beschreven in artikel 2, lid 1, en artikel 8, lid 1, die een bedreiging vormt voor de internationale vrede en veiligheid zodat een onmiddellijke reactie vereist is, zij de andere partij onverwijld in kennis stelt van dit feit en van de passende maatregel(en) die zij voornemens is te nemen in het kader van deze overeenkomst. De kennisgevende partij adviseert de Gemengde Commissie over de noodzaak om dringend overleg over deze aangelegenheid te plegen.
4. Bovendien kan een bijzonder ernstige en zwaarwegende schending van de essentiële elementen een reden zijn voor passende maatregelen binnen het gemeenschappelijke institutionele kader als bedoeld in artikel 52, lid 1.

5. De Gemengde Commissie dient als forum voor dialoog en de partijen stellen alles in het werk om een minnelijke schikking te vinden in het onwaarschijnlijke geval dat zich een situatie als beschreven in lid 3 zou voordoen. Indien de Gemengde Commissie niet in staat blijkt een wederzijds aanvaardbare oplossing te vinden binnen 15 dagen na de aanvang van het overleg en uiterlijk 30 dagen na de datum van de kennisgeving als bedoeld in lid 3, wordt de kwestie doorverwezen voor overleg op ministerieel niveau, voor een verdere periode van maximaal 15 dagen.

6. Indien binnen 15 dagen na de aanvang van het overleg op ministerieel niveau en uiterlijk 45 dagen na de datum van kennisgeving geen wederzijds aanvaardbare oplossing wordt gevonden, kan de kennisgevende partij besluiten passende maatregelen te nemen als kennisgegeven overeenkomstig lid 3. Het besluit tot opschorting wordt in de Unie met eenparigheid van stemmen genomen. In Nieuw-Zeeland wordt het besluit tot opschorting door de regering van Nieuw-Zeeland overeenkomstig zijn wet- en regelgeving genomen.

7. Voor de toepassing van dit artikel wordt onder "passende maatregelen" verstaan: de gedeeltelijke opschorting, de volledige opschorting of de beëindiging van deze overeenkomst, dan wel, in voorkomend geval, van een andere specifieke overeenkomst die deel uitmaakt van het gemeenschappelijke institutionele kader als bedoeld in artikel 52, lid 1, overeenkomstig de desbetreffende bepalingen van een dergelijke overeenkomst. De door een partij genomen passende maatregelen met het oog op de gedeeltelijke opschorting van deze overeenkomst zijn alleen van toepassing op de bepalingen van de titels I tot en met VIII. Bij de keuze van de passende maatregelen moet voorrang worden gegeven aan maatregelen die de betrekkingen tussen de partijen het minst verstoren. Deze maatregelen, die onder artikel 52, lid 2, vallen, moeten in verhouding staan tot de schending van de verplichtingen uit hoofde van deze overeenkomst en in overeenstemming zijn met het internationaal recht.

8. De partijen zien nauwlettend toe op de ontwikkeling van de situatie die tot de maatregelen op grond van dit artikel heeft geleid. De partij die de passende maatregelen neemt, trekt deze in, zodra dit gerechtvaardigd is, en in elk geval zodra de redenen die aanleiding gaven tot toepassing ervan, niet meer bestaan.

TITEL X

SLOTBEPALINGEN

ARTIKEL 55

Definities

Voor de toepassing van deze overeenkomst wordt onder "de partijen" verstaan: de Unie of haar lidstaten, dan wel de Unie en haar lidstaten, overeenkomstig hun respectieve bevoegdheden, enerzijds, en Nieuw-Zeeland, anderzijds.

ARTIKEL 56

Openbaarmaking van informatie

1. Niets in deze overeenkomst doet afbreuk aan de nationale wet- en regelgeving of handelingen van de Unie inzake de toegang van het publiek tot officiële documenten.

2. Niets in deze overeenkomst mag zodanig worden uitgelegd dat een partij verplicht wordt informatie te verstrekken waarvan zij de openbaarmaking in strijd acht met haar wezenlijke veiligheidsbelangen.

ARTIKEL 57

Wijzigingen

Deze overeenkomst kan worden gewijzigd na schriftelijke overeenstemming tussen de partijen. De wijzigingen treden in werking op de datum of de data die zijn overeengekomen door de partijen.

ARTIKEL 58

Inwerkingtreding, looptijd en kennisgeving

1. Deze overeenkomst treedt in werking op de dertigste dag na de datum waarop de partijen elkaar ervan in kennis hebben gesteld dat hun daartoe vereiste juridische procedures zijn afgerond.
2. Niettegenstaande lid 1 kunnen Nieuw-Zeeland en de Unie onderling overeengekomen bepalingen van deze overeenkomst voorlopig toepassen, in afwachting van de inwerkingtreding ervan. Een dergelijke voorlopige toepassing gaat in op de dertigste dag na de datum waarop Nieuw-Zeeland en de Unie elkaar in kennis hebben gesteld van de afronding van hun interne procedures voor de voorlopige toepassing.

3. Deze overeenkomst is van onbeperkte duur. Elk van beide partijen kan de andere partij schriftelijk in kennis stellen van haar voornemen deze overeenkomst te beëindigen. De beëindiging gaat in zes maanden na de datum van kennisgeving.

4. De in dit artikel bedoelde kennisgevingen worden toegezonden aan het secretariaat-generaal van de Raad van de Europese Unie en aan het ministerie van Buitenlandse Zaken en Handel van Nieuw-Zeeland.

ARTIKEL 59

Territoriale toepassing

Deze overeenkomst is van toepassing, enerzijds, op elk grondgebied waarop het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie van toepassing zijn, onder de in die verdragen neergelegde voorwaarden, en, anderzijds, op het grondgebied van Nieuw-Zeeland, met uitzondering van Tokelau.

ARTIKEL 60

Authentieke teksten

Deze overeenkomst is in tweevoud opgesteld in de Bulgaarse, de Deense, de Duitse, de Engelse, de Estse, de Finse, de Franse, de Griekse, de Hongaarse, de Italiaanse, de Kroatische, de Letse, de Litouwse, de Maltese, de Nederlandse, de Poolse, de Portugese, de Roemeense, de Sloveense, de Slowaakse, de Spaanse, de Tsjechische en de Zweedse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek. Bij eventuele verschillen tussen de teksten van deze overeenkomst wordt de Gemengde Commissie met de kwestie belast.

Съставено в Брюксел на пети октомври през две хиляди и шестнадесета година.

Hecho en Bruselas, el cinco de octubre de dos mil dieciséis.

V Bruselu dne pátého října dva tisíce šestnáct.

Udfærdiget i Bruxelles den femte oktober to tusind og seksten.

Geschehen zu Brüssel am fünften Oktober zweitausendsechzehn.

Kahe tuhande kuueteistkümnenda aasta oktoobrikuu viiendal päeval Brüsselis.

Έγινε στις Βρυξέλλες, στις πέντε Οκτωβρίου δύο χιλιάδες δεκαέξι.

Done at Brussels on the fifth day of October in the year two thousand and sixteen.

Fait à Bruxelles, le cinq octobre deux mille seize.

Sastavljeno u Bruxellesu petog listopada godine dvije tisuće šesnaeste.

Fatto a Bruxelles, addì cinque ottobre duemilasedici.

Briselē, divi tūkstoši sešpadsmitā gada piektajā oktobrī.

Priimta du tūkstančiai šešioliktą metų spalio penktą dieną Briuselyje.

Kelt Brüsszelben, a kétezer-tizenhatodik év október havának ötödik napján.

Magħmul fi Brussell, fil-ħames jum ta' Ottubru fis-sena elfejn u sittax.

Gedaan te Brussel, vijf oktober tweeduizend zestien.

Sporządzono w Brukseli dnia piątego października roku dwa tysiące szesnastego.

Feito em Bruxelas, em cinco de outubro de dois mil e dezasseis.

Întocmit la Bruxelles la cinci octombrie două mii șaisprezece.

V Bruseli plateho oktobra dvetisícšestnást'.

V Bruslju, dne petega oktobra leta dva tisoč šestnajst.

Tehty Brysselissä viidentenä päivänä lokakuuta vuonna kaksituhattakuusitoista.

Som skedde i Bryssel den femte oktober år tjugohundrasexton.

[Handwritten signature]

31 MAR 2017

OFFICE OF THE ATTORNEY GENERAL
STATE OF NEW YORK
ALBANY, NEW YORK 12242-1500
TEL: 518/474-2100 FAX: 518/474-2101
WWW.JUSTICE.NY.GOV